

**Ici, là-bas, ensemble  
contre les inégalités.**

**Rapport  
d'activité  
2021**

**CONSTRUIRE  
ENSEMBLE**



**TERRE  
SOLIDAIRE**  
Soyons les forces du changement

Édition spéciale assemblée générale du 11 et 12 juin, à ne pas diffuser.

# SOMMAIRE

<b>01</b>	<b>Construire ensemble la souveraineté alimentaire</b>	<b>18</b>
<b>02</b>	<b>Construire ensemble la justice climatique</b>	<b>26</b>
<b>03</b>	<b>Construire ensemble la justice économique</b>	<b>32</b>
<b>04</b>	<b>Construire ensemble les migrations internationales</b>	<b>38</b>
<b>05</b>	<b>Construire ensemble la paix et le vivre-ensemble</b>	<b>44</b>
<b>06</b>	<b>Construire ensemble la mobilisation citoyenne</b>	<b>48</b>
<b>07</b>	<b>Construire ensemble la générosité</b>	<b>56</b>

*Construire ensemble* est la solution pour répondre au besoin de Ninawa, cacique Huni Kuin, du village de Formiga situé dans l'État de l'Acre au nord-ouest de la forêt amazonienne au Brésil.  
Photographie de couverture de Jean-Claude Gérez.

POUR ENGAGER OU POURSUIVRE  
LE DIALOGUE, RETROUVEZ-NOUS SUR  
CCFD-TERRESOLIDAIRE.ORG

Suivez notre  
actualité



*Sylvie Bukhari-de Pontual,  
présidente du CCFD-Terre Solidaire.*

## ENSEMBLE, NOUS ACCOMPAGNONS LES PLUS VULNÉRABLES

La crise sanitaire a continué à secouer la planète entière. Elle a aggravé les crises déjà existantes : crise alimentaire, crise de la pauvreté, crise des inégalités, crise économique et financière, crise sociale, crise climatique, crise de la paix et du vivre-ensemble, crise de la démocratie et des droits humains... Celles-ci ont montré l'ampleur de l'interdépendance des États et des populations et **l'urgence d'une réelle solidarité internationale pour garantir le respect de la dignité de chacune et de chacun.**

L'année a été foisonnante en alternatives qui respectent l'être humain dans son intégralité :

- La pratique de l'agroécologie paysanne et solidaire pour parvenir à une véritable souveraineté alimentaire,
- L'engagement pour obtenir la régulation des multinationales (radar de la vigilance, projets de traité ONU et de directive européenne pour leur imposer le respect des droits humains),
- La mobilisation contre les dérives sécuritaires aux frontières à l'encontre des exilés (migrants, réfugiés, demandeurs d'asile...),
- L'appui aux initiatives de paix, en particulier en République démocratique du Congo, en Israël - Palestine, en Colombie...

Cette année, le CCFD-Terre Solidaire a fêté ses 60 ans. **60 années d'une histoire riche d'un compagnonnage étroit, fraternel et se développant dans la durée avec des organisations des sociétés civiles du monde entier, nos partenaires.** Ensemble, nous accompagnons les populations les plus vulnérables pour qu'elles développent leur pouvoir d'agir, pour qu'elles participent à l'élaboration des politiques publiques, pour qu'elles acquièrent leur juste place dans leurs sociétés, devenues grâce à elles un peu plus justes et plus solidaires, un peu plus au service du bien commun.

J'exprime toute ma gratitude chaleureuse à vous toutes et tous, membres individuels et personnes morales, bénévoles, sympathisantes et sympathisants, donatrices et donateurs, financeurs institutionnels, salariés et alliés, qui avez permis, 60 ans durant, de nous soutenir afin de permettre à nos partenaires de renforcer leur capacité d'agir et **d'aider ainsi les populations les plus vulnérables à décider de leur vie et de leur avenir.**

**MERCI !**



# DANS UN CONTEXTE TROUBLÉ, DES DÉFIS ET DES ACTES PORTEURS D'ESPOIR

**L'année 2021 a vu les crises s'amplifier et les fractures se creuser, du niveau national à l'échelle internationale. Le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires témoignent de leur expérience d'autres modèles qui remettent l'humain et l'environnement au centre du jeu malgré ce contexte lourd d'incertitudes. Autant de réussites que nous souhaitons partager et disséminer.**

*Entretien avec Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire*

**Que reprenez-vous globalement de cette année 2021 ?**

Le contexte de la pandémie a croisé les multiples crises qui préexistaient, et accru les difficultés pour les pays du Sud, qui sont confrontés à une grave crise alimentaire, économique, financière, sociale et climatique. S'y ajoute une multiplication des conflits dans le monde, de la Birmanie à la Syrie, de l'Afghanistan au Sahel. **Cela demande une réponse à l'échelle internationale, qui soit co-construite avec les sociétés civiles des pays du Sud.** La mission première du CCFD-Terre Solidaire est d'appuyer ces sociétés civiles. Mais de leur côté, les États doivent échauffer ensemble des politiques publiques répondant à ces défis, au sein d'un espace multilatéral de concertation qui ne laisse pas le portage des décisions aux mains d'un petit cercle de grandes puissances.

**Dans ce contexte et après 60 années d'engagement, le CCFD-Terre Solidaire reste-t-il confiant ?**

D'un point de vue macro, la situation est préoccupante et cette accumulation de crises peut paraître décourageante. En revanche, lorsque nous resserons le point de vue et observons l'échelle des populations et des individus, nous sommes confiants et pleins d'espérance. Le travail de co-construction du CCFD-Terre Solidaire avec ses partenaires met en valeur des savoir-faire et des solutions extrêmement divers selon les contextes géographiques, géopolitiques, culturels, religieux, économiques, politiques et sociaux. Nous avons construit des propositions de société où l'humain est mis au cœur, et où

les politiques sont là pour servir la dignité des personnes et non pour les asservir à ces politiques. C'est un renversement des paradigmes. Et ce ne sont pas des utopies, ce sont des expériences de plusieurs années qui donnent des résultats !

#### Qu'est-ce qui fait la force du CCFD-Terre Solidaire dans ces combats ?

Sa force première, depuis 60 ans, c'est sa collégialité. Riche des trente mouvements et services d'Église qui le composent, le CCFD-Terre Solidaire a dû apprendre à vivre dans la complexité de la diversité, et en faire une dynamique de cohésion et de complémentarité. **Pour être efficaces, il n'y a rien de mieux que de s'unir en collectif !** Nous travaillons également avec des alliés extérieurs sur des enjeux comme la régulation des multinationales, la suppression de la dette des pays pauvres ou la lutte contre les accords de libre-échange, mais aussi, depuis peu, en montant des actions judiciaires contre de grandes entreprises. Nous avons également insufflé ces dynamiques de mise en réseau à nos partenaires. Ces fondamentaux du CCFD-Terre Solidaire sont très bien traduits par les deux dernières encycliques du pape François : *Laudato si'* met en avant une « *écologie intégrale* » qui prend en compte les dimensions climatique, humaine et sociale, et *Fratelli tutti* met l'accent sur la mise en dialogue pour coaliser les individus et les organisations vers un même but. C'est essentiel dans un monde de plus en plus fracturé.

#### Comment réaffirmer l'importance de cette solidarité internationale dans un monde en repli ?

La pandémie a mis en lumière l'importance de la solidarité internationale. Face à un tel défi, il fallait construire une solution à l'échelle mondiale. Malheureusement, les considérations commerciales et financières sont restées plus puissantes que les considérations au service du bien commun. L'un des grands défis du CCFD-Terre Solidaire est de **mettre en exergue ce sens du service du bien commun**, autour des questions de justice, de gestion de la planète, de subsidiarité, de prééminence donnée aux plus pauvres. Pour trouver des solutions, il faut faire confiance aux organisations qui agissent sur le terrain. Nous pouvons témoigner de réussites importantes. Avec nos partenaires, nous avons par exemple permis à des femmes de

**La pandémie a mis en lumière l'importance de la solidarité internationale**

renforcer leurs capacités et d'agir au service du bien commun ou contribué à instaurer un dialogue entre des jeunes de communautés religieuses différentes, dans des pays en conflit, pour construire l'avenir de leur pays dans une confrontation pacifique. De leur côté, nos partenaires nous ont fait prendre conscience que ce système patriarcal génère une inégalité entre hommes et femmes qui est l'une des causes structurelles de la faim. Nous sommes au début d'un processus de réflexion sur **ce système qu'il faut attaquer à la racine pour l'éradiquer**.

#### Quels sont vos axes de travail ?

La loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale adoptée en 2021, prévoit de porter l'aide publique au développement française à **0,7 % du revenu national brut** d'ici 2025. C'est très positif, mais dans ce contexte de crise, nous voudrions voir cet objectif atteint plus rapidement. Une autre demande concerne le changement de **politique agricole**. La France a construit sa réponse aux conséquences de la guerre en Ukraine sur le déploiement de l'agrobusiness. Nous prônons à l'inverse le développement de l'agroécologie paysanne et solidaire. Sur la question des **migrations internationales**, le CCFD-Terre Solidaire veut se concentrer en particulier sur la question de l'externalisation du contrôle des frontières par l'Union européenne. Nous allons enfin nous attacher à identifier des axes de travail sur le champ de **la paix et du vivre-ensemble**. Ce travail sera fait en sous-commission, puis débattu par le conseil d'administration et mis en œuvre par l'ensemble de l'association. Le CCFD-Terre Solidaire a en effet adopté des processus participatifs de construction et de validation de ces stratégies. Nous voulons mettre en lumière les différences et, à partir de celles-ci, construire des axes stratégiques qui rencontrent l'adhésion de la majorité. Cela réclame du temps, mais **c'est le gage d'un fonctionnement pleinement démocratique**.

#### Quels sont vos principaux motifs d'espoir ?

Nous savons qu'un monde plus juste et solidaire est déjà là, notre défi à présent est de rendre systémiques les expériences qui offrent de vraies perspectives d'espérance. En 2021, à la demande de la collégialité, le CCFD-Terre Solidaire a cofondé le réseau Promesses d'Église, qui rassemble des acteurs représentant toutes les sensibilités de l'Église catholique afin de travailler sur ce que pourrait être l'Église de demain. Comme toutes les institutions, l'Église traverse une crise existentielle. Face à cette crise, nous devons donner plus d'importance aux mouvements non institu-

tionnels, plus souples et plus mobiles, tout en rappelant que les organisations plus institutionnalisées peuvent aider à structurer des visions pour l'avenir.

**Je veux aussi mettre en lumière les donateurs** qui, durant ces deux années très difficiles, ont montré la force de leur fidélité qui permet au CCFD-Terre Solidaire d'asseoir sa liberté et son indépendance. C'est sans prix face aux limitations croissantes des libertés et des droits, y compris en France, qui diminuent la capacité d'action des sociétés civiles au service des plus vulnérables.

# LES PILIERS D'UNE TERRE SOLIDAIRE

- **Travailler pour la justice** au nom de la dignité de tout être humain, car il ne peut y avoir de dignité sans justice ni de justice sans dignité.
- **Retrouver l'harmonie entre l'humanité et la nature** pour que l'humanité cesse de se considérer comme propriétaire de la nature et en devienne la gardienne pour les générations futures.
- **Donner la priorité aux plus pauvres** parce qu'ils sont les premiers à souffrir des crises, des guerres et du réchauffement climatique, et les accompagner pour leur permettre de devenir acteurs dans la société.
- **Reconnaître la destination universelle des biens** pour œuvrer au bien commun, car la gestion des ressources naturelles doit être partagée et permettre le développement intégral de tous les êtres humains tout en préservant la nature.
- **Défendre le respect des droits humains** pour assurer la protection de la dignité de la personne humaine et mettre les ressources naturelles, la science, les techniques et l'économie au service des besoins fondamentaux de l'humanité.
- **Favoriser la participation, l'engagement et l'organisation des citoyens** pour qu'ils soient des acteurs de transformation sociale en vue de la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.
- **Faire vivre à tout niveau la subsidiarité et laisser toute son autonomie à la société civile** pour qu'elle puisse se prendre en charge, développer ses capacités créatrices et contribuer ainsi au bien commun.

# UNE FEUILLE DE ROUTE CO-CONSTRUITE AVEC NOS SALARIÉS, BÉNÉVOLES ET PARTENAIRES



**Manuèle Derolez, déléguée générale, revient sur la mise en place du Rapport d'orientation 2021-2027. Ce déploiement des 10 orientations, source de créativité et de changement organisationnel, va renforcer l'association et lui permettre de répondre aux enjeux futurs.**

*Entretien avec Manuèle Derolez, déléguée générale*

Nous avons souhaité que l'élaboration de notre Rapport d'orientation 2021-2027 se fasse en intelligence collective avec l'ensemble des parties prenantes du CCFD-Terre Solidaire. L'enjeu était d'être à l'écoute de tous les points de vue et de **parvenir à un fonctionnement le plus démocratique** possible de notre association. Nous avons ainsi mené un travail en plusieurs étapes, pendant 18 mois, sous la forme de controverses qui ont ensuite permis une validation de nos axes majeurs lors de l'assemblée générale d'août 2020. La déclinaison stratégique a été votée en juin 2021 et son application a commencé à être mise en œuvre.

## DÉPLOYER NOS DIX ORIENTATIONS

Parmi nos dix orientations inscrites dans le Rapport d'orientation, nous avons commencé à concrétiser le laboratoire d'idées, nos quatre axes prioritaires, le développement du bénévolat avec une campagne de recrutement et la diversification de nos ressources financières. Nous avons aussi poursuivi la réflexion avec Promesses d'Église qui est un travail collectif pour faire en sorte que l'Église soit plus synodale et participative. Le rapport de la Ciasse sur la pédocriminalité a interpellé les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire. Nous avons créé des

**L'année de nos 60 ans a été l'occasion de lancer un laboratoire d'idées**

espaces d'écoute et d'expression, pour avancer ensemble vers une Église plus collégiale.

## QUATRE AXES PRIORITAIRES

À la demande du conseil d'administration (CA), des groupes *ad hoc* constitués de salariés et de bénévoles ont rédigé des notes de positionnement politique sur les quatre champs qui vont structurer notre action associative pour les années à venir :

- **souveraineté alimentaire ;**
- **paix et vivre-ensemble ;**
- **justice économique ;**
- **migrations internationales.**

Ces propositions ont été débattues et validées par le conseil d'administration pour servir de référence à tous les acteurs de l'association.

Étant entendu que trois directions (partenariats internationaux, plaidoyer, et mobilisation) du CCFD-Terre Solidaire ont vocation à travailler ensemble sur ces sujets.

Les salariés de ces trois directions se sont donc concertés pour collaborer de manière beaucoup plus transversale qu'auparavant. En parallèle s'est constituée une commission de bénévoles qui seront leurs référents. Il s'agit de la Commission « *Axes thématiques* ». Ensemble, équipe salariée et membres de la

commission identifient les sujets principaux sur lesquels mobiliser le CCFD-Terre Solidaire.

La justice climatique et la lutte contre le patriarcat sont quant à elles devenues des thématiques qui seront prises en compte dans chacune de nos campagnes et actions de plaidoyer.

## OPTIMISER NOTRE ORGANISATION

En 2021, nous avons souhaité consolider l'organisation interne pour la rendre plus efficace grâce à **la création d'un service d'audit interne constitué de bénévoles, d'une cartographie des risques du CCFD-Terre Solidaire et d'un recueil de procédures et de processus applicables à toute l'association**. Nous avons également travaillé sur la chaîne de délégations et les cadres RGPD (règlement général sur la protection des données).

La mise en place d'une charte éthique et d'un comité d'éthique est une autre nouveauté qui permet de sensibiliser nos différents publics aux bonnes pratiques en la matière et de recueillir d'éventuelles alertes.

Enfin, nous avons entamé une réflexion sur nos démarches de RSO (Responsabilité sociale et environnementale des organisations) qui va se poursuivre dans les mois qui viennent, notamment à propos d'achats plus responsables, de consommation énergétique et de l'empreinte carbone engendrée par les voyages en avion pour nos missions.

## LANCER UN LABORATOIRE D'IDÉES

L'année de nos 60 ans a été l'occasion de lancer un laboratoire d'idées pour concevoir de la recherche-action et nous appuyer à faire de la prospective. Il sera commun au CCFD-Terre Solidaire, à la SIDI et à la Fondation Terre Solidaire. Ses premiers travaux commenceront au 2<sup>e</sup> semestre 2022, le temps de constituer un comité scientifique et de fixer ses modalités de fonctionnement.

## RENFORCER NOTRE PLAIDOYER

Même si la pandémie a continué de rendre difficile la réalisation de nos trois métiers que sont la mobilisation citoyenne, le plaidoyer et le partenariat international, nous avons réussi à poursuivre tous nos chantiers.

**Nous avons voulu conforter les démarches transversales entre nos approches géographiques et thématiques** pour mieux nous adapter aux réalités des acteurs de terrain.

Cela s'est notamment manifesté par un plaidoyer sur les migrations internationales qui n'existait pas auparavant et l'ouverture d'un plaidoyer Paix et Vivre-ensemble, en particulier sur la présence de la France au Sahel, en lien avec la direction des partenariats.

Pour la première fois, le CCFD-Terre Solidaire a initié un **recours juridique avec l'association** de consommateurs CLCV contre l'entreprise Nespresso, dans le cadre de la campagne sur les dérives de la compensation carbone. Le recours juridique sera sans doute un futur moyen d'action, complémentaire de nos autres outils de plaidoyer.

## DIVERSIFIER NOS FINANCEMENTS

La diversification des ressources est un des enjeux inscrit dans le Rapport d'orientation. Pour cela, nous avons donc développé les legs et les libéralités, la collecte en ligne, le prélèvement automatique et les financements institutionnels français avec l'Agence française de développement et européens sur les partenariats internationaux.

## NOS RAISONS D'ESPÉRER EN 2021

La montée des régimes autoritaires, la restriction des libertés pour nos partenaires, ou les effets du changement climatique ont plus que jamais justifié nos combats pour davantage de solidarité et de justice dans le monde. La capacité de mobilisation des sociétés civiles, leur résilience et la résistance de nos partenaires ont été un formidable motif d'espoir. On peut notamment citer les mouvements démocratiques à Hong Kong, en Algérie, en Égypte, en Biélorussie, ou en Thaïlande: des signes de la volonté des peuples de prendre en main leur destin.

**La capacité de mobilisation des sociétés civiles et la résistance de nos partenaires ont été un formidable motif d'espoir**

# CONSTRUIRE ENSEMBLE UN MONDE PLUS JUSTE, PLUS SOLIDAIRE

Première ONG française de solidarité internationale et de développement, le CCFD-Terre Solidaire agit depuis 60 ans aux côtés de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre toutes les causes de la faim et qui sont confrontés aux injustices du modèle de développement actuel. Pour faire face à ces fléaux, il a été parmi les premiers à choisir d'agir autrement et durablement.

**LÀ-BAS**, en soutenant des associations partenaires locales afin qu'elles puissent réaliser elles-mêmes leurs projets de développement. Car ce sont elles qui détiennent les solutions adaptées aux réalités de leurs territoires.

Ainsi, nous ne faisons jamais «à la place de» mais «avec eux».

**ICI**, en sensibilisant l'opinion publique et en dénonçant les inégalités mondiales.

**ENSEMBLE**, en s'engageant toutes et tous pour une terre solidaire.

## 4 CHAMPS D'ACTION THÉMATIQUES

<p><b>SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET AGROÉCOLOGIE</b></p>  <p>Soutenir le droit pour chaque peuple de définir ses propres politiques agricoles, commerciales et alimentaires.</p>	<p><b>JUSTICE ÉCONOMIQUE</b></p>  <p>S'engager pour une économie qui réponde à une exigence de justice et au service de tous les humains et du bien commun.</p>	<p><b>PAIX ET VIVRE-ENSEMBLE</b></p>  <p>Construire une culture de la paix qui soit durable et inclusive et tisser les conditions du vivre-ensemble.</p>	<p><b>MIGRATIONS</b></p>  <p>Développer l'approche internationale des migrations.</p>
---	--	---	--



**Cet ensemble est constitué de trois organisations, la SIDI, la Fondation Terre Solidaire et le CCFD-Terre Solidaire. Ils sont guidés par les mêmes valeurs et la volonté de construire un monde plus humain.**

Elles partent du même constat : ce système repose sur des piliers interdépendants comme le capitalisme financiarisé, le productivisme, l'extractivisme, l'anthropocentrisme ou le patriarcat.

En privilégiant la captation de la richesse au bénéfice d'une minorité aux dépens de l'équité et du bien-vivre des populations, le système actuel entraîne la destruction des écosystèmes, met en danger la planète et produit des inégalités criantes, de l'exclusion (aussi bien entre personnes qu'entre pays) et de la conflictualité, notamment pour la captation des ressources.

**Les organisations de l'Ensemble ont décidé de lutter contre les racines des maux actuels avec des partenaires engagés, ancrés dans leur culture et leur territoire.**

Pour en savoir plus, retrouvez la brochure de présentation de l'ensemble associée à ce rapport.



fondation-terresolidaire.org



ccfd-terresolidaire.org



sidi.fr

# RÉTROSPECTIVE 2021

## JANVIER

### Publication du Baromètre « Alerte sur la situation des droits humains au Brésil »

La 2<sup>e</sup> édition du Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains et environnementaux au Brésil, montre une aggravation explosive de la situation : face à la violence de la répression, l'accroissement des inégalités, et une déforestation sans précédent, la société civile appelle à la BRESISTANCE !



## FÉVRIER

### Coup d'État militaire en Birmanie

L'armée renverse le gouvernement élu en 2015 et fait arrêter la première ministre, Aung San Suu Kyi, et le président de la République, Win Myint, en les accusant de fraudes électorales. Assignée à résidence depuis le coup d'État, Aung San Suu Kyi a été condamnée en décembre à deux ans de prison.



## JUIN

### Grande mobilisation populaire en Colombie, cinq ans après l'accord de paix

Cinq ans après la négociation de l'accord de paix en Colombie, une forte révolte populaire portée par la jeunesse se fait entendre. La mobilisation du « Paro » refuse l'héritage de la violence des conflits armés et conteste le gouvernement d'Iván Duque pour son manque de volonté à tenir compte des revendications d'une partie de la population.



## JUILLET

### Accord sur une réforme de la fiscalité internationale

Après des années de négociations, les pays membres de l'OCDE tombent d'accord, le 1<sup>er</sup> juillet, sur un plan de réforme de la fiscalité internationale pour mieux taxer les multinationales. Pour le CCFD-Terre Solidaire cette réforme ne sera pas efficace pour mettre un terme aux pratiques d'évasion fiscale des multinationales, et elle est clairement conçue dans le seul intérêt des pays riches. 4 pays en développement – le Nigeria, Kenya, le Sri Lanka et le Pakistan n'ont pas signé la déclaration.

## SEPTEMBRE

### Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires

L'ONU organise un sommet pour la réforme des systèmes alimentaires. Dénoncé par nombreuses organisations paysannes et de la société civile, mais aussi des États et des scientifiques, ce sommet, aut baptisé « *sommet des peuples* », met en péril l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation.

## NOVEMBRE

### Rapport « Pesticides : un modèle qui nous est cher »

Alors que l'usage des pesticides est à l'agenda politique français et européen des prochains mois, le Basic, le CCFD-Terre Solidaire et Pollinis publient un rapport qui donne un premier aperçu chiffré du coût élevé généré par le secteur des pesticides. Cette dimension économique, encore peu étudiée jusqu'à présent, est aussi l'occasion d'en savoir un peu plus sur les 4 acteurs majeurs du secteur des pesticides en Europe.

## FÉVRIER

### Rapport « Une recette à la française : une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie »

Trois organisations, dont le CCFD-Terre Solidaire, publie les premiers chiffres d'un rapport « Une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie » qui montre le double langage de la France, bien souvent vue comme le porte-drapeau de l'agroécologie, mais dont les financements publics favorisent surtout le modèle agro-industriel.

## AVRIL

### Appel pour une refondation de la politique sahélienne de la France

Des organisations françaises de la société civile, dont le CCFD-Terre Solidaire et des personnalités publiques expertes du Sahel, interpellent les autorités françaises. Elles appellent à une refondation de la politique de la France au Sahel.

## JUIN

### EDF au Mexique : le silence coupable de l'État français

Alors qu'un projet d'EDF s'attaque aux droits humains de la communauté zapotèque d'Union Hidalgo au Mexique, le CCFD-Terre Solidaire publie un rapport révélant l'apathie coupable de l'État français, actionnaire majoritaire de l'énergéticien français.

## JUILLET

### Rapport « Radar du devoir de vigilance : quelles sont les entreprises hors la loi ? »

Quatre ans après la promulgation de la loi française sur le devoir de vigilance, de nombreuses entreprises continuent d'ignorer leurs obligations en matière de transparence et de vigilance. C'est le constat porté par la troisième édition du « *radar du devoir de vigilance* », publiée par le CCFD-Terre Solidaire et Sherpa.



## AOÛT

### Séisme en Haïti, la société civile debout pour organiser l'aide

Après le violent séisme qui a touché Haïti le 14 août 2021, les organisations partenaires haïtiennes sur place sont à pied d'œuvre pour que l'aide arrive jusqu'aux victimes les plus touchées.



## OCTOBRE-NOVEMBRE

### Campagne justice climatique

À l'occasion de la COP26 à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre, le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires se mobilisent pour faire entendre la voix des populations les plus affectées. Bénévoles et partenaires unissent leurs forces pour porter cette campagne à travers de nombreuses mobilisations, partout en France et à l'international. Stop aux fausses bonnes solutions pour le climat !



## NOVEMBRE

### Rapport « Exils sans fin : le chantage anti-migratoire le long de la route des Balkans »

Notre partenaire, Migreurop, publie un rapport qui dénonce et décrypte le chantage anti-migratoire et les violences à l'encontre des personnes exilées le long de la route des Balkans. En cause, la stratégie d'externalisation de ses frontières par l'Union Européenne qui fait peser sur d'autres sa responsabilité.

# PARTENARIATS INTERNATIONAUX : UN SOUTIEN INDÉFACTIBLE MALGRÉ LES DIFFICULTÉS



**En 2021, malgré la pandémie et un contexte géopolitique incertain, le CCFD-Terre Solidaire a continué de soutenir ses partenaires internationaux, et repris ses missions sur le terrain.**

*Entretien avec Nicolaas Heeren, directeur des partenariats internationaux*

2021 a été pour de nombreux partenaires du CCFD-Terre Solidaire une nouvelle année difficile. Dans certains pays comme Hong Kong ou la Birmanie, **les espaces d'expression ont continué à se réduire, au détriment du pouvoir d'agir de la société civile.** Le Covid-19, bien qu'en recul, a été utilisé par ces États comme un prétexte pour restreindre l'accès à l'espace public. Comme souvent, ce sont les femmes, et en particulier les paysannes, qui ont le plus souffert de cette situation.

Malgré ce contexte compliqué, le ralentissement de la pandémie a permis à nos partenaires internationaux de reprendre leurs activités, et à nos équipes de repartir en mission pour suivre la mise en œuvre des projets en lien avec nos 4 champs d'action thématiques.

Dans le domaine de la souveraineté alimentaire, nous avons poursuivi le programme pour la Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire (Tapsa), qui mobilise 29 partenaires sur tous les continents.

En matière de paix et de vivre-ensemble, le CCFD-Terre Solidaire a notamment appuyé, au Tchad, l'effort de dialogue et de réconciliation entre les communautés chrétiennes et musulmanes, contribuant à améliorer le partage des ressources naturelles.

Sur les questions de justice économique, nous avons continué notre combat contre l'accaparement des terres et de l'eau par les multinationales. Ainsi, nos partenaires au Mexique se sont opposés à l'implantation d'EDF sur des terres appartenant à des populations locales, tandis que notre partenaire au Paraguay a pu empêcher l'adoption d'une loi visant à autoriser l'accès de non-paysans aux terres agricoles.

Enfin, dans un contexte toujours très hostile aux migrations, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu ses partenaires qui, en France et dans tous les pays concernés, accompagnent les personnes migrantes sur les chemins de migration. Nous nous sommes également impliqués dans la dynamique des Villes et Territoires accueillants, qui réunit des collectivités dénonçant les politiques de fermeture des frontières et s'engageant dans l'accueil des personnes migrantes.

## EN 2021, LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET LA SIDI ONT SOUTENU

**594 PROJETS\***  
**506 ORGANISATIONS PARTENAIRES\***  
**70 PAYS\***  
**3,2 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS**

\*CES CHIFFRES INCLUENT LES DONNÉES DE LA SIDI QUI A SOUTENU FINANCIÈREMENT ET TECHNIQUEMENT 99 PARTENAIRES, EN PARTICULIER ELLE EST PRÉSENTE DANS 11 PAYS OÙ LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE N'A PAS DE PARTENAIRES : BURKINA, CONGO BRAZZAVILLE, ÉQUATEUR, ÉTHIOPIE, KENYA, MALAWI, MOLDAVIE, OUGANDA, TANZANIE, ZAMBIE, ZIMBABWE.

**+**  
**AMÉRIQUE LATINE**  
**102 PROJETS**  
**113 PARTENAIRES**  
**498 097 BÉNÉFICIAIRES**

**+**  
**MÉDITERRANÉE**  
**EUROPE DE L'EST**  
**141 PROJETS**  
**104 PARTENAIRES**  
**225 250 BÉNÉFICIAIRES**

**+**  
**AFRIQUE**  
**191 PROJETS**  
**155 PARTENAIRES**  
**1 713 306 BÉNÉFICIAIRES**

**+**  
**ASIE**  
**93 PROJETS**  
**69 PARTENAIRES**  
**445 536 BÉNÉFICIAIRES**

**+**  
**INTERNATIONAL & MIGRATIONS**  
**67 PROJETS**  
**65 PARTENAIRES**  
**310 105 BÉNÉFICIAIRES**





# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

**Pour lutter contre cette insécurité alimentaire galopante, garantir la souveraineté alimentaire des pays et des populations vulnérables est indispensable.**

# 01

# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

# 768

millions de personnes souffrent de la faim.

\* Sources: SOFI 2021

# 80 %

de la production alimentaire mondiale provient des agriculteurs familiaux.

## AGROÉCOLOGIE

Conflits, phénomènes climatiques extrêmes, inégalités croissantes, déforestation, accaparement des terres, désinvestissement des États, dérégulation des marchés agricoles...

Les causes de la faim sont multiples et ne cessent de se renforcer. Pour répondre à la hausse de l'insécurité alimentaire, nous menons des actions pour promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires sains, équitables, respectueux des droits humains et de notre environnement.

## POURQUOI NOUS ŒUVRONS ?

Les personnes souffrant de la faim se comptent par millions.

Si elle touche surtout les populations vulnérables en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, les populations des pays du Nord sont de plus en plus frappées par l'insécurité alimentaire.

Pour lutter contre la faim dans le monde, nous croyons qu'il est essentiel de se détourner du système agro-industriel dominant.

L'enjeu n'est pas de produire plus, mais de se tourner vers des modes de production sains, durables et respectueux des droits humains et des limites de notre écosystème.

## COMMENT NOUS AGISSONS ?

Pour lutter contre cette insécurité alimentaire galopante, garantir la souveraineté alimentaire des pays et des populations vulnérables est indispensable.

## NOTRE SOLUTION : L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE ET SOLIDAIRE.

Soutenir l'agroécologie, c'est promouvoir un système agricole et alimentaire qui intègre la protection de la biodiversité, la lutte contre les dérèglements climatiques, la gestion démocratique des territoires et de leurs ressources, l'économie locale, les circuits courts et l'égalité hommes-femmes.

Aux côtés de nos partenaires, nous soutenons les communautés paysannes qui, alors qu'elles assurent 80 % de la production alimentaire mondiale, demeurent les populations les plus touchées par la faim.

# INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE CRISE STRUCTURELLE AGGRAVÉE PAR LA CRISE SANITAIRE



La crise sanitaire et ses conséquences sur les systèmes agricoles et alimentaires ont révélé l'importance de la souveraineté alimentaire. En 2021, le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé pour en rappeler les fondamentaux et éviter le dévoiement du concept par les États et l'industrie agroalimentaire.

Entretien avec Maureen Jorand,  
responsable de plaidoyer Souveraineté alimentaire et Climat

## Quelle était la situation alimentaire dans le monde en 2021 ?

La pandémie a eu des répercussions importantes dans un contexte d'insécurité alimentaire préexistant, puisque 2021 était la cinquième année consécutive de hausse de la faim dans le monde. En juillet, la FAO annonçait que **768 millions de personnes** souffraient de la faim avec un risque vital, et que **2,4 milliards de personnes** avaient des difficultés d'accès à l'alimentation. En fin d'année, les prix des denrées alimentaires atteignaient des niveaux proches de 2011, année d'une crise alimentaire mondiale majeure. C'est dans les pays les plus tributaires des échanges internationaux que l'insécurité alimentaire est la plus grande. En Afrique, 60 % de personnes n'ont pas accès à une alimentation saine, durable et de qualité, mais tous les continents sont impactés, avec une constante : **les premières victimes de cette situation sont les populations paysannes et rurales**, et en particulier **les femmes**.

## Comment la communauté internationale a-t-elle réagi ?

Les Nations unies ont organisé fin septembre le sommet sur les systèmes alimentaires. Par ce cadrage, la communauté internationale prenait la mesure de la nécessité de traiter les enjeux alimentaires de **la fourche à la fourchette**, mais le CCFD-Terre Solidaire et d'autres acteurs de la société civile ont dénoncé de nombreux dysfonctionnements dans son organisation et ses orientations. La coordination du sommet avait ainsi été confiée à Agnes Kalibata, l'initiatrice de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, qui porte une vision agro-industrielle

et technologique du développement agricole. Nous avons également déploré l'absence de l'agroécologie dans les documents de cadrage, et le fait que la société civile n'ait pas été consultée pour la préparation du sommet. Par ailleurs, nous avons rappelé l'existence d'une instance où l'ensemble des acteurs sont représentés, le **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**, qui doit être l'espace central pour traiter de ces enjeux.

## La société civile a-t-elle finalement pu se faire entendre ?

Plusieurs centaines d'organisations de la société civile, dont le CCFD-Terre Solidaire, ont organisé un contre-sommet en ligne, du 25 au 28 juillet 2021, auquel ont participé 9 000 acteurs du monde entier. Ce moment de convergence très fort nous a permis de faire monter les enjeux de la gouvernance mondiale de l'agriculture et de l'alimentation. En France, le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés ont en outre demandé leur soutien aux parlementaires afin d'obtenir que la France ne cautionne pas le sommet onusien. Nous avons également fait paraître le 28 juillet, dans le *Journal du Dimanche*, une tribune signée par des associations, des députés français et européens, qui demandait de remettre le CSA au centre de la gouvernance, et l'agroécologie paysanne au cœur des orientations politiques.

## Quelles ont été les autres actions de plaidoyer sur la souveraineté alimentaire en 2021 ?

Le CCFD-Terre Solidaire a publié en février, avec Action contre la Faim et Oxfam France,

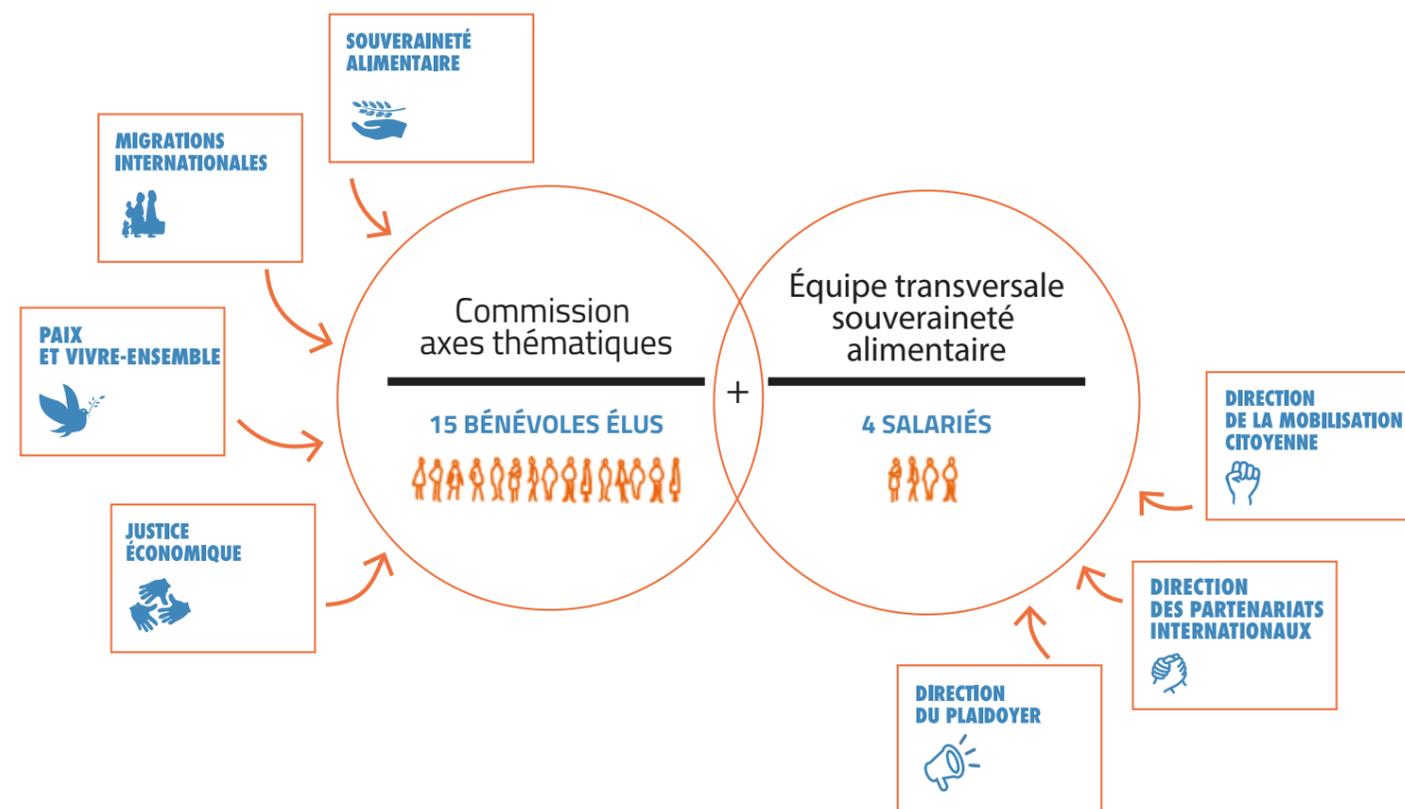
un rapport analysant les orientations des soutiens financiers engagés par la France vers l'agriculture des pays du Sud, entre 2009 et 2018. Cette étude a montré comment la France, souvent vue comme le porte-drapeau de l'agroécologie, favorisait surtout le modèle agro-industriel.

Le CCFD-Terre Solidaire a par ailleurs développé un axe de travail sur les pesticides. Avec Pollinis et le Basic, nous avons publié en novembre un rapport qui révélait les coûts générés par l'usage des pesticides qui sont supportés par la société. Le développement des entreprises du secteur repose en grande partie sur le marché international – notamment africain, où sont exportés des produits interdits en Europe.

De plus, la bascule de certains brevets dans le domaine public permet à des entreprises indiennes ou chinoises de produire des « génériques » de pesticides commercialisés en particulier dans les pays en développement. Il est donc essentiel aujourd'hui de travailler, en plus des régulations françaises et européennes, sur une régulation internationale des pesticides. Une coordination des stratégies de plaidoyer avec nos alliés et partenaires partout dans le monde est indispensable pour pousser à des cadres juridiquement contraignant à l'échelle mondiale.

# LA SOUS-COMMISSION SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, LIEU D'ÉCHANGE, DE PARTAGE ET DE DÉCISION.

Issue des volontés du Rapport d'orientation 2021-2027, la sous-commission a été créée à l'automne 2021. Elle coexiste avec trois autres sous-commissions thématiques (Migrations internationales ; Justice Économique ; Paix et Vivre ensemble) au sein d'une grande commission thématique garante de la cohérence globale.



La sous-commission Souveraineté alimentaire est composée de bénévoles - élus lors des Assemblées régionales et au sein des Mouvements et services d'Église - et de salariés des différentes directions concernées par la thématique. Cet espace est donc un lieu d'échanges riches favorisant la transversalité, permettant de discuter les plans d'action annuels globaux sur la thématique et accompagner le Réseau thématique souveraineté alimentaire, entre autres. Elle travaille aussi de concert avec la Commission thématique du partenariat (CTP), composée de bénévoles élus pour discuter et voter les initiatives de partenaires à soutenir.

## PAROLES D'ENGAGEMENT

### JACQUES MILLOT

bénévole dans la délégation diocésaine de Haute-Garonne (31)



Je suis bénévole au CCFD-Terre Solidaire depuis 1978, et membre de l'équipe d'animation diocésaine de Haute-Garonne depuis plusieurs années. Par ailleurs, j'ai toujours été intéressé par les problèmes d'agriculture et d'alimentation de par mon ancien métier d'enseignant en lycée agricole. Je me suis inscrit en 2017 en tant que membre du « Réseau thématique souveraineté alimentaire » (RTSA) et j'ai ensuite intégré l'équipe d'animation. Une fois par an, un week-end de formation était organisé autour des sujets portés par le RTSA durant l'année. Nous échangeons des outils, des supports d'animation. Nous avons eu des témoignages de partenaires Tapsa de passage à Paris.

L'année dernière, j'ai été élu représentant Midi-Pyrénées de la sous-commission Axe thématique souveraineté alimentaire. En tant qu'élus régionaux, nous sommes mandatés pour travailler autour du cadre d'action du CCFD-Terre Solidaire sur la souveraineté alimentaire, pour les trois prochaines années.

Dans le cadre de mes missions, je porte également le festival « *Alimenterre* », festival international de l'alimentation durable et solidaire. Chaque année des films documentaires sont présentés, ainsi les citoyens s'informent et comprennent les enjeux agricoles et alimentaires en France et dans le monde. Il arrive que des partenaires du CCFD-Terre Solidaire soient filmés dans les reportages. En montrant un film, il est ensuite facile d'animer un débat et présenter notre association. Les équipes locales interviennent dans des lycées agricoles et de l'Éducation nationale, organisent des projections dans des salles de cinéma pour le grand public... C'est un moyen d'action et de sensibilisation extraordinaire pour prendre conscience des enjeux de l'accaparement des terres, de la libéralisation du commerce mondial des denrées alimentaires, du climat...

### JEAN-MARIE PATOUREAUX

bénévole dans la délégation diocésaine des Alpes-de-Haute-Provence (04)



J'ai un mandat au sein du CCFD-Terre Solidaire en tant que délégué diocésain du Mouvement chrétien des cadres (MCC), qui est membre de la collégialité. Ce rôle pivot me permet de porter une voix dans ces deux instances. Je partage régulièrement au MCC des informations sur le travail du CCFD-Terre Solidaire. Je rédige notamment des articles, je partage les communiqués de presse, les actions de plaidoyer... J'ai participé au groupe régional *Laudato Si'* du MCC qui tourne autour de l'écologie intégrale. Je diffuse également la campagne de Carême du CCFD-Terre Solidaire, qui s'inscrit depuis quelques années sur ce même thème.

Le MCC anime pendant deux ans un congrès, « *Passeurs d'avenir* », qui consiste à travailler sur les transitions, au sens large. J'ai proposé de parler de transition agroécologique. Depuis un peu plus d'un an, le MCC me sollicite pour la rédaction d'articles pour leur site Internet. Je me nourris des travaux du CCFD-Terre Solidaire sur l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et le réchauffement climatique, mes thèmes de prédilection. J'envoie des études, des fiches de conférences, des propositions d'animation des vies d'équipe dans la newsletter. Un des articles les plus récents est sur la réduction de l'empreinte carbone dans l'alimentation.

J'ai également animé des visioconférences dans le cadre de ce congrès. De par ma carrière d'ingénieur agronome, mon engagement dans le CCFD-Terre Solidaire et mon intérêt pour les questions de souveraineté alimentaire et d'agroécologie dans notre région, me permettent de faire des interventions auprès de publics étudiants, dans des lycées agricoles, des paroisses. Par exemple, sur le thème « *quelle agriculture et quelle alimentation pour préserver la planète ?* », j'explique notamment la position du CCFD-Terre Solidaire sur le système agricole et alimentaire mondial, ses problèmes systémiques, les interpellations de nos partenaires des pays du Sud, le besoin de questionner notre rôle en tant que consommateurs.

# L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE AVEC LE TAPSA, PRESQUE L'HEURE DU BILAN

Le CCFD-Terre Solidaire déploie un ambitieux programme mondial de Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire : le Tapsa. D'une ampleur inédite, il est déployé sur 4 ans, de 2018 à 2022 sur tous les continents et dans 16 pays. L'objectif général du programme contribue à la souveraineté alimentaire au sein des territoires, grâce à l'agroécologie. Aujourd'hui c'est presque le temps du bilan.

Plus de 29 organisations paysannes et structures locales soutenues dont

**11** au Sahel

Mali, Niger, Burkina, Sénégal, Mauritanie

**5** en Afrique des Grands Lacs

Burundi, Rwanda, RDC

**6** dans les Pays andins

Colombie, Pérou, Bolivie, Équateur

**4** au Timor-Leste

**2** en Afrique du Nord /Moyen-Orient  
Égypte, Liban

Ce sont des organisations paysannes, des coopératives, des ONG d'appui au monde paysan, ainsi que des collectifs d'acteurs.

Une quinzaine d'autres organisations participent aux actions de renforcement de capacités, de partage d'expérience et de mise en réseau pour renforcer et alimenter la dynamique collective du programme.

À ce jour, il a touché 30 000 exploitations, a permis le renforcement des capacités de 2 000 structures et sensibilisé 2 millions de personnes à l'agroécologie paysanne. La dynamique enclenchée a d'ores et déjà redonné espoir à nos partenaires en leur montrant qu'il y avait une alternative possible à l'agrobusiness.

Coline Podlunsek, chargée de programme, animation et capitalisation Tapsa

Je plante beaucoup de choses ici. C'est une région sèche, mais avec les conduites d'eau que Tapsa nous a fournies, nous pouvons cultiver et nous n'avons pas à nous soucier de l'eau. Luiz est également apiculteur et possède quelques vaches. "Nous plantons nos pâturages parmi les arbres indigènes. De cette façon, nous n'avons pas besoin de couper des arbres pour nos vaches." Sa ferme est presque exempte de moustiques: " Nous avons des plantes qui sont des répulsifs naturels ".

Luiz Moza Ibañez, producteur local de la région autonome Guarani de Charagua Bolivie.

# EN HAÏTI, DES MANGUES LEVIER DE DÉVELOPPEMENT



En Haïti, le CCFD-Terre Solidaire et son partenaire l'Iteca (Institut de technologie et d'animation) ont porté de 2013 à 2021 un projet cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), visant à structurer la filière mangue pour renforcer l'économie paysanne locale.

Entretien avec Kathia Cardenas, chargée de mission Amérique latine et Caraïbes

Pouvez-vous présenter le projet et ses objectifs ?

Le projet a été lancé en 2013 à Gros-Morne, une commune rurale située au nord-ouest du pays, dont l'économie repose sur la culture de la mangue. Il visait, à travers un appui aux productrices et producteurs, à favoriser le développement des économies paysannes et améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Le projet s'articulait autour de deux axes principaux.

1. D'une part, le renforcement des capacités de production des productrices et producteurs de mangues, et un accompagnement pour les aider à diversifier leurs activités.

2. D'autre part, l'appui à la transformation et à la commercialisation par la création et le renforcement d'une coopérative agricole. À partir de 2016, le projet comportait aussi un volet important consacré à l'insertion des femmes et des jeunes dans cette filière.

Quelle était la situation à Gros-Morne avant le démarrage du projet ?

La mangue est la principale source de revenus des paysannes et paysans de Gros-Morne. Au moment du lancement du projet, les capacités de production, transformation et commercialisation étaient très limitées en raison de la faiblesse des infrastructures et d'un faible niveau de capacités et d'organisation des paysannes et paysans. La qualité des fruits ne répondait pas toujours aux exigences pour l'export et les niveaux de commercialisation étaient faibles. Enfin, il y avait un enjeu fort de diversification des cultures pour augmenter les

revenus des producteurs et garantir la sécurité alimentaire.

Quels étaient les partenaires et les bénéficiaires du projet ?

Notre partenaire, avec lequel nous travaillons depuis de nombreuses années, est l'Iteca. Cette structure accompagne les organisations paysannes pour améliorer les conditions de vie des paysannes et paysans en Haïti. Elle délivre des formations techniques dans les domaines de l'agriculture, de la conservation des produits agricoles, de l'élevage. Elle mène aussi un travail de plaidoyer sur les droits des paysannes et paysans. Dans le cadre du projet, elle a travaillé au renforcement de deux coopératives et de trois organisations paysannes.

Comment s'est déroulé le projet ?

La première phase s'est concentrée sur les productrices et les producteurs et sur le renforcement d'une coopérative afin de leur permettre d'améliorer la quantité et la qualité de la production et de la commercialisation des mangues. À la fin de ces trois années, nous avons identifié un besoin d'accompagnement des autres acteurs du territoire pour renforcer leurs capacités institutionnelles. La deuxième phase du projet s'est donc focalisée sur cet enjeu, mais aussi sur les approches « genre » et « jeunesse ». Nous avons organisé un certain nombre de formations, en particulier à destination des femmes, et avons aménagé et diversifié de nouveaux vergers. Nous avons également accompagné des jeunes et des femmes sur leurs capacités d'entrepreneuriat pour des activités et des services de proximité (production de compost, pépinières, fabrique de matériel apicole, etc.).

Quel bilan tirez-vous du projet ?

La pandémie, les aléas climatiques permanents et la crise politique et économique ont souvent gêné le bon déroulement du projet, mais nous avons globalement atteint tous les résultats attendus. La deuxième phase du projet prévoyait par exemple de former 150 producteurs à l'agroécologie. Or, il y en a eu 277, dont 113 femmes et jeunes filles. Nous avons également réussi à mettre en place une pépinière centrale, à intégrer d'autres cultures dans les vergers (patate douce, ananas, manioc ou encore pois Congo) et à développer d'autres activités agricoles (apiculture, production de plantules, etc.). Le projet a aussi permis l'aménagement de cinq centres de conditionnement pour la préparation et la transformation des mangues et d'autres produits agricoles. Enfin, nous avons pu former l'équipe d'Iteca sur les dimensions « genre » et « jeunesse », et avons élaboré avec elle un manuel pour lui permettre de poursuivre son travail de sensibilisation et d'appui technique aux organisations paysannes.

Projet cofinancé par





# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les pays du Sud qui participent, le moins au changement climatique sont ceux qui paient le prix fort de l'hyperpollution des pays du Nord.

# 02

# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA JUSTICE CLIMATIQUE

## 600

millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim, d'ici à 2080, à cause des dérèglements climatiques.

## 250

millions de personnes seront obligées de s'exiler à cause des dérèglements climatiques, d'ici à 2050.

\*Sources : PNUD-UNHCR

## UNE PROFONDE INJUSTICE CLIMATIQUE

Les pays du Sud qui participent le moins au changement climatique sont ceux qui paient le prix fort de l'hyperpollution des pays du Nord.

La crise climatique est aussi une question de *justice sociale*. Les enjeux de transformation sociale, de solidarité internationale et de développement sont indissociables des questions environnementales.

Nous nous mobilisons en faveur de la justice climatique, car nous croyons qu'un autre modèle de développement, qui favorise la viabilité écologique et environnementale ainsi que les droits humains, est possible.

**On se demande pourquoi les saisons ont changé. Cela a un impact fort sur les populations, car cela affecte non seulement notre alimentation, mais également notre économie. Parfois, on ne produit pas ce que l'on devrait pour pouvoir survivre parce qu'il ne pleut pas.**

*Paul Miki Ananguinguri Rora, membre du village indien de la nation Guaraya.*

## NOS CONVICTIONS

La crise climatique renforce les inégalités entre les populations du Nord et du Sud, car les dérèglements climatiques menacent de plus en plus le développement et la souveraineté alimentaire des populations.

Elle appelle à traiter de concert les enjeux environnementaux et sociaux pour promouvoir un autre modèle de production et de consommation, respectueux de l'environnement et des droits humains.

## DÉFENDRE UN AUTRE MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Nous interpellons les institutions pour que chaque État s'engage concrètement dans ce combat, à hauteur de ses moyens et de sa responsabilité.

Aux côtés de nos partenaires locaux, nous soutenons d'autres solutions qui ont fait leurs preuves pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, comme : l'agroécologie, les semences paysannes ou encore le développement des circuits courts.

# PLAIDOYER POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE



**Le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires pointent les dangers de la compensation carbone : levier d'inaction climatique et menace pour la biodiversité et les droits humains. Myrto Tilianaki, rédactrice du rapport « Neutralité carbone, ne soyons pas dupes », paru en amont de la COP 26, revient sur cet événement.**

*Entretien avec Myrto Tilianaki, chargée de plaidoyer Souveraineté alimentaire et Climat*

**Quelle a été la mobilisation du CCFD-Terre Solidaire sur la Justice climatique, avant et pendant la COP26 qui a eu lieu en novembre 2021 à Glasgow ?**

Nous avons lancé une campagne en octobre 2021 pour demander le retrait du secteur des terres (forêts et sols agricoles) prévu dans les systèmes de compensation carbone encadrés par l'article 6 de l'accord de Paris adopté à la COP21 en 2015. En effet, sous prétexte de lutter contre les changements climatiques, la plantation de dizaines de millions d'arbres - notamment en Amérique latine, en Afrique et en Asie où les droits fonciers ne sont pas partout consolidés - entre en concurrence avec la protection de la biodiversité et les droits humains, en particulier ceux des communautés locales (besoins alimentaires, intimidations, expulsions de leurs terres, etc.).

Le CCFD-Terre Solidaire a ainsi voulu montrer que **l'enjeu majeur est de réduire les émissions de gaz à effet de serre en amont et non de planter des arbres afin de les compenser a posteriori**. Outre les raisons évoquées ci-dessus, c'est une pratique inefficace puisque le stockage du CO<sup>2</sup> par les forêts n'est pas pérenne. Les marchés carbone et les mécanismes de compensation sont souvent présentés comme une solution, mais nous avons alerté sur leurs impacts négatifs et plaidé pour des alternatives plus pertinentes.

**Comment vous êtes-vous appuyés sur vos partenaires internationaux et vos bénévoles en France ?**

Afin de dénoncer le leurre que sont la compensation carbone et ses impacts très négatifs, nous avons fait témoigner divers partenaires, du Mozambique aux Indiens Huni Kuin au Brésil, tout près de la frontière péruvienne, en passant par des communautés en Amazonie colombienne par le biais l'ONG Censat.

En France, nos bénévoles se sont fortement mobilisés avec l'organisation d'événements, par exemple avec le Safari Greenwashing et des prises de parole dans les médias régionaux.

**Quel bilan faites-vous de la COP26 ?**

Même si de vastes mobilisations ont mis la pression sur les négociateurs, la déception des organisations de la société civile à la suite aux résultats de la COP26 fut à la hauteur de l'attente très forte qu'elle avait suscitée puisque sa tenue avait été reportée à cause de la crise sanitaire.

L'impossibilité pour plusieurs représentants de pays en développement, notamment des îles du Pacifique, de se rendre à Glasgow du fait des multiples obstacles engendrés par la crise sanitaire, a été, dès le départ, un facteur d'échec.

Les nombreuses restrictions de participation aux salles de négociations subies par les membres des ONG présentes - même si des échanges avec les décideurs ont été possibles - ont amplifié le sentiment d'exclusion de la société civile. Car même si les COP ne sont pas les seuls espaces d'action, c'est tout de même l'endroit et le moment où toutes les parties prenantes peuvent se rencontrer.

Sur le fond, **aucune avancée majeure ne pourra être mise au crédit de cette COP**. Si, pour la première fois, le rôle des énergies fossiles a été identifié comme une des causes du réchauffement climatique, rien n'a été décidé sur la nécessité de stopper immédiatement les investissements dans les nouveaux projets d'exploitation des hydrocarbures. Nous regrettons par ailleurs l'adoption de l'Article 6 qui met en place des marchés carbone au niveau mondial, et donc la pratique de la compensation carbone.

La levée de **100 milliards de dollars par an**, pour aider les pays du Sud à faire face aux conséquences

du réchauffement climatique, a aussi été un échec.

L'objectif de maintenir le réchauffement à 1,5 °C s'est éloigné. **On s'oriente donc toujours vers une trajectoire de 2,7 °C à la fin du siècle.**

En parallèle des négociations officielles, la COP26 a été l'occasion pour différentes entreprises multinationales, de présenter des initiatives de verdissement de leur politique. Ces exercices de communication, comme par exemple les déclarations de neutralité carbone ou l'annonce de l'arrêt de la déforestation et l'objectif de réduction de 30 % des émissions de méthane d'ici à 2030. Aucune des trois déclarations ne prend en compte l'urgence climatique, elles viennent hélas concurrencer, voire brouiller, les espaces officiels de discussion et de décision.

**Estimez-vous avoir atteint les objectifs que vous vous étiez fixés ?**

Même si le bilan de la COP26 est négatif, le CCFD-Terre Solidaire a pu obtenir la création d'un mécanisme indépendant permettant à des individus ou à des communautés locales de porter plainte contre des projets violant leurs droits dans le cadre des mécanismes dits de marché.

Étant donné le manque de crédibilité des engagements de neutralité carbone, notamment de la part des multinationales, António Guterres, le Secrétaire général des Nations unies, a annoncé, lors de la COP26, le lancement d'un groupe d'experts pour les étudier.

Grâce à l'action des ONG et au décryptage des médias, les citoyens et certains décideurs sont de moins en moins dupes de la communication faite par les grandes entreprises sur leur prétendue neutralité carbone.

# À MARSEILLE, UN SAFARI QUI MOBILISE ET DYNAMISE

Luc Petitdemange, chargé de développement associatif pour le CCFD-Terre Solidaire en région PACA-Corse, revient sur le 1<sup>er</sup> « safari du greenwashing » organisé à Marseille en septembre 2021.

Le 4 septembre dernier, la délégation marseillaise du CCFD-Terre Solidaire organisait un « safari du greenwashing ». De quoi s'agissait-il ?

Marseille accueillait le congrès mondial de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) début septembre 2021. En nous y intéressant de plus près, nous nous sommes aperçus que cet événement était soutenu notamment par des entreprises multinationales qui ne sont pas connues pour leur action en faveur de la nature. Nous avons alors pensé organiser un « safari », sur le modèle de celui déjà programmé en 2018 autour de l'évasion fiscale, pour révéler le fossé entre le discours de ces entreprises qui prétendent faire des gestes pour la planète, et la réalité beaucoup moins verte de leurs pratiques.

Quels objectifs poursuivait cet événement ?

Cette action visait bien sûr à sensibiliser le public, mais l'essentiel était ailleurs. D'abord, il s'agissait de remobiliser le réseau des bénévoles de Marseille après plus d'un an de Covid, en leur permettant de participer à une action de rue qui redonne de l'envie. Nous voulions aussi créer une animation qui puisse être reprise par d'autres délégations dans le cadre de la campagne COP26. Le safari était également pour nous l'occasion de refaire parler du CCFD-Terre Solidaire dans les médias locaux.

Enfin, nous avions pour ambition de renforcer les liens avec nos alliés engagés localement sur l'environnement et le climat, comme ANV-COP21, Attac, Extinction Rebellion ou Greenpeace.

Comment le safari s'est-il déroulé ?

Il était conçu comme une visite guidée. Les bénévoles avaient été invités à revêtir une tenue de brousse, avec un chapeau, des

jumelles... Puis nous sommes allés à la découverte de ces gros animaux qui disent de façon mensongère avoir de bonnes pratiques pour la planète. Nous avons trois cibles.

1. Une entreprise de la grande distribution, qui pour nous avait les traits d'un jaguar et qui, pour l'élevage intensif de bovins, se rend complice d'accaparements de terre et de destruction de zones protégées.
2. Une grande banque qui, comme une pieuvre, se dissimule derrière un nuage opaque pour mieux continuer à financer l'extraction d'hydrocarbures et de charbon.
3. Et enfin une multinationale de la mode qui, à l'image d'un paon, fait la roue, mais cache bien des choses derrière sa gamme de vêtements éthiques et bio...

Comment les bénévoles locaux du CCFD-Terre Solidaire se sont-ils impliqués ?

Il y avait deux niveaux d'engagement : un noyau dur de quelques personnes impliquées dans l'organisation du safari, et une quarantaine de personnes venues participer à la déambulation ou jouer un rôle le jour J : la sécurisation du parcours, les prises de parole, la réalisation de photos et vidéos, mais aussi les relations avec les médias et avec la police. À chaque étape, du public, attiré par le bruit et les costumes, s'arrêtait, écoutait nos interventions, prenait notre tract explicatif. Certains nous ont même suivis d'un bout à l'autre !

Qu'en ont retiré les bénévoles ?

Cette action leur a donné la pêche et les a redynamisés. Ce type de projet apporte de la joie. On se fait plaisir, et on est heureux de le faire ensemble. Dans le contexte de sortie du

confinement, ça faisait du bien de reprendre la rue ! Et puis ça permet d'aller vers les gens sans rien avoir à leur « vendre », simplement pour les inciter à réfléchir à leur consommation. C'est aussi une forme d'action facile à intégrer et à relayer pour les jeunes adultes ayant rejoint le CCFD-Terre Solidaire.

Avez-vous travaillé avec d'autres pôles du CCFD-Terre Solidaire ?

La direction de la Communication et de l'Information nous a apporté un soutien fantastique. Elle s'est intéressée à notre projet en amont et en a fait la promotion active. Le jour du safari, une équipe venue de Paris a relayé l'événement en direct sur Facebook, et nous a filmés pour en faire une vidéo dans le cadre de la campagne COP26. Cela a décuplé l'effet buzz de l'action ! Ultérieurement, nous avons aussi organisé une conférence autour de la COP26 avec nos collègues de la direction du Plaidoyer.

Finalement, que reprenez-vous de cette initiative ?

Le safari a recréé une dynamique locale après les confinements. Il inspire le réseau et lui donne envie de continuer à coupler action de rue et action de mobilisation de fond. Il nous a aussi permis de faire un pont, localement, entre l'Église et les enjeux d'environnement et de climat, et plus globalement d'affirmer que, face à l'urgence de la transition écologique, on a besoin de rassembler toutes les volontés pour avancer !

**Cette action leur a donné la pêche et les a redynamisés**





**CONSTRUIRE ENSEMBLE  
LA JUSTICE  
ÉCONOMIQUE**

**Les lois et les pratiques économiques menacent les droits humains et l'environnement.**

**03**

# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

# 180

milliards d'euros échappent aux pays du Sud chaque année par l'évasion fiscale.

# 427

milliards de dollars, c'est ce que coûte chaque année l'évasion fiscale dans le monde.

\* Sources : Tax Justice Network

## BIEN COMMUN

Panama Papers, drame du Rana Plaza, inégalités des richesses, évasion fiscale, impunité des multinationales...

Pour que l'économie soit au service du bien commun et non une source de violation des droits humains et d'inégalités, nous plaidons pour des lois et des politiques publiques qui permettent un juste partage des richesses et qui protègent les droits fondamentaux et l'environnement.

## POURQUOI NOUS ŒUVRONS ?

La lutte contre la pauvreté et les inégalités doit être la priorité face à la recherche du profit.

Pour rétablir la justice économique, nous devons en finir avec les lois et les pratiques économiques qui menacent les droits humains et l'environnement.

Nous plaidons pour des lois qui mettent un terme à l'impunité des multinationales, aux dettes insoutenables des pays du Sud et à l'évasion fiscale.

## COMMENT NOUS AGISSONS ?

Pour en finir avec l'impunité des multinationales, nous poursuivons notre action pour que des législations sur le devoir de vigilance soient adoptées à l'échelle européenne et internationale.

Pour redonner aux États vulnérables leurs ressources financières spoliées, nous nous mobilisons pour des réformes qui mettent un terme à l'évasion fiscale et protègent les lanceurs et lanceuses d'alerte.

Pour redonner la priorité à la nécessité de répondre aux besoins des populations avant le remboursement de la dette, nous plaidons pour des solutions justes et durables face à la problématique de la dette insoutenable des pays du Sud.

# PAROLES D'ENGAGEMENT

## ODILE DELHAYE

bénévole en Lorraine,  
membre de la sous-commission thématique Justice économique

Je suis arrivée au CCFD-Terre Solidaire au début des années 2000, dans la délégation des Vosges. Aujourd'hui, je fais partie de l'équipe régionale de Lorraine, et suis facilitatrice de la sous-commission thématique « Justice économique » du CCFD-Terre Solidaire depuis novembre 2021.

Dans les années 2010, j'ai participé à la campagne « *Aidons l'argent* ». Il s'agissait de notre première mobilisation contre les paradis fiscaux et l'opacité financière. J'ai renforcé mon implication au moment des « *Lux Leaks* » en septembre 2014. Je faisais alors partie d'un comité de citoyen au lanceur d'alerte Antoine Deltour, qui était poursuivi par la justice luxembourgeoise pour avoir divulgué les documents à l'origine de l'affaire. À sa demande, le CCFD-Terre Solidaire a rejoint son comité de soutien. Ça a été un combat assez intense avec la justice au Luxembourg, mais nous avons obtenu son acquittement, et son rôle de lanceur d'alerte a été reconnu.

À l'occasion de cette affaire, nous avons mis en exergue l'importance de la justice fiscale et de l'égalité devant l'impôt pour préserver l'adhésion de la population à l'impôt, essentiel pour les politiques publiques. Je me suis rendue compte de l'importance des lanceurs d'alerte et de la nécessité de leur protection juridique. J'ai trouvé très intéressant que le CCFD-Terre Solidaire agisse par le plaidoyer et par la mobilisation citoyenne pour affirmer l'importance de dénoncer cette impunité fiscale. **La question des paradis fiscaux est un sujet complexe, mais nous avons réussi à donner des clés de compréhension pour le grand public, et à créer du lien entre « ici » et « là-bas ».**

Nous avons obtenu **une autre victoire très importante avec l'adoption en 2017 de la loi sur le devoir de vigilance**, qui vise à prévenir les atteintes aux droits humains, à la santé des personnes et à l'environnement pouvant résulter des activités d'une entreprise ou de ses filiales, fournisseurs et sous-traitants. Le CCFD-Terre Solidaire a porté cette loi avec d'autres ONG de la société civile et plusieurs parlementaires, dont le député lorrain Dominique Potier. Nous l'avons invité dans des débats locaux qui le confortaient dans ce qu'il défendait à l'Assemblée nationale.

Il reste beaucoup à faire, notamment sur les conceptions de la richesse. Le CCFD-Terre Solidaire a avancé sur ces questions, et nous allons monter en expertise !



# PLAIDOYER POUR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE



La crise économique majeure et l'augmentation de la pauvreté dues à la pandémie ont exacerbé l'importance des enjeux de la dette des pays en développement, de la lutte contre l'évasion fiscale et du devoir de vigilance.

Entretien avec Lison Rehbinder, chargée de plaidoyer

Quels ont été les grands sujets du plaidoyer sur la Justice économique du CCFD-Terre Solidaire en 2021 ?

La Plateforme française Dette et Développement, coordonnée par le CCFD-Terre Solidaire, a publié avec Oxfam France un rapport inédit sur le rôle des banques françaises dans l'endettement des pays en développement. Si les créanciers publics sont souvent interpellés, on oublie que ce sont les institutions financières privées qui sont aujourd'hui en grande partie responsables de cette situation catastrophique d'endettement insoutenable, empêchant ces États pauvres d'investir, par exemple, dans la santé publique. Or, à ce jour, aucun mécanisme ne contraint les banques privées à desserrer cet étou, au risque de provoquer une nouvelle crise de la dette.

Nous avons suivi de très près les discussions au sein des institutions européennes sur la transparence fiscale des multinationales qui aurait pu être une avancée majeure, notamment pour les pays en développement. Hélas, ce ne sera pas le cas, car la directive qui a été adoptée n'aura pas d'efficacité réelle pour lutter contre l'évasion fiscale. En effet, elle n'oblige pas les grands groupes à publier les informations sur leurs activités et les impôts qu'elles payent en dehors des États européens.

Il en va de même de l'accord sur la taxation des multinationales adopté en octobre 2021 à l'OCDE. Alors que l'accord a été présenté comme historique, nous avons **dénoncé une réforme inefficace et injuste** pour les pays en développement, avec nos homologues d'autres réseaux européens et internationaux. Par ailleurs, le cadre de négociation n'était pas le bon, car il excluait les pays pauvres : les négociations fiscales devraient avoir lieu au sein de l'ONU.

**Le cadre de négociation n'était pas le bon car il excluait les pays pauvres : les négociations fiscales devraient avoir lieu au sein de l'ONU**

Enfin, sur le devoir de vigilance, nous avons remporté une victoire en octobre 2021 en obtenant que les litiges concernés soient jugés par les tribunaux judiciaires et non les tribunaux de commerce.

Le CCFD-Terre Solidaire, à la suite d'un plaidoyer intense en amont de la présidence française de l'Union européenne, a gagné une autre bataille puisque, pour la première fois, une directive sur le devoir de vigilance est actuellement en discussion au sein des institutions européennes, malgré le lobbying de multinationales hostiles à son adoption.

**Comment avez-vous collaboré avec les autres directions du CCFD-Terre Solidaire ?**

Nous avons travaillé avec nos collègues de la Direction des partenariats internationaux, notamment sur le combat judiciaire de la communauté zapotèque d'Union Hidalgo, dans la province d'Oaxaca au sud du Mexique, pour faire valoir ses droits face à EDF qui veut implanter un parc éolien sur leur terre. Il s'agit là d'un aspect particulier du devoir de

vigilance, car il concerne l'État français, actionnaire d'EDF.

**La mobilisation du réseau de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire à l'automne 2021 a été déterminante pour la réussite de notre plaidoyer** contre le traitement par les tribunaux de commerce des litiges liés au devoir de vigilance. En une semaine, nos militants et militantes ont ainsi contacté leurs parlementaires pour leur expliquer que les tribunaux judiciaires étaient la juridiction compétente, contrairement à ce que souhaitaient les fédérations patronales françaises.

Nos collègues de la communication ont été aussi d'un grand appui d'une part pour nous aider à faire passer nos analyses dans les médias sur les négociations européennes et internationales, et d'autre part pour nous accompagner dans l'interpellation des décideuses et décideurs politiques via les réseaux sociaux.

# EDF AU MEXIQUE : LE SILENCE COUPABLE DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Alors qu'un projet d'EDF s'attaque aux droits humains de la communauté zapotèque d'Union Hidalgo au Mexique, le CCFD-Terre Solidaire publie un rapport révélant l'apathie coupable de l'État français, actionnaire majoritaire de l'énergéticien français. Décryptage.

Depuis 2017, les représentants de la communauté d'Union Hidalgo, l'association ProDESC (Mexique) et le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR), ont intenté une longue série de recours au Mexique et en France pour faire cesser les atteintes aux droits humains en marge d'un projet éolien de l'entreprise EDF sur les terres zapotèques.

Jusqu'à aujourd'hui, ces procédures judiciaires et extrajudiciaires continuent de se heurter au mutisme des pouvoirs publics français. En 2021, avec le CCFD-Terre Solidaire, ces acteurs dénoncent, dans le rapport *Vigilance hors tension*, les défaillances de l'État français face à ses obligations en matière de protection des droits humains, qui se rend ainsi coupable d'apathie face aux violations des droits de la communauté autochtone d'Union Hidalgo.

**EDF TIRE PROFIT DES TERRES AUTOCHTONES AU DÉTRIMENT DE LEUR INTÉGRITÉ**

Prisée pour la puissance et la constance de ses vents, la commune d'Union Hidalgo, au sud du Mexique, demeure un véritable eldorado pour les leaders mondiaux du secteur énergétique.

C'est sur ces terres zapotèques qu'EDF planifie, depuis 2015, son quatrième projet d'infrastructures éoliennes : le projet Gunaá Sicarú.

En prévoyant d'implanter 115 éoliennes, ce projet massif concerne bien évidemment, en premier lieu, les habitants d'Union Hidalgo, issus à 90 % du peuple autochtone zapotèque, pour qui le rapport à la terre et à la nature est sacré.

Pourtant, les membres de la communauté n'ont jamais été consultés conformément

aux principes relatifs au consentement libre, informé et préalable (CLIP), tel que reconnu par la constitution mexicaine et les conventions de droit international. La violation de ce droit a entraîné, en conséquence, une escalade de la violence envers les membres de la communauté et ses défenseurs des droits et de l'environnement.

**De l'autre côté de l'océan, EDF a corrompu le cœur de nos habitants**

*De l'autre côté de l'océan, EDF a corrompu le cœur de nos habitants. Nous n'avons plus d'espace pour grandir. Ils ont promis des emplois à nos jeunes, mais tout ce que nous voyons, c'est la mort des défenseurs des droits humains, témoigne Rosalba Martinez, membre de l'assemblée de comuneros d'Union Hidalgo.*

**L'ÉTAT FRANÇAIS : UN SILENCE COUPABLE**

En détenant 83 % du capital du groupe EDF, avec un engagement actionnarial de 21 milliards d'euros – soit 40 % du portefeuille de l'Agence des participations de l'État (APE) [L'APE est l'agence publique des participations de l'État, qui gère, en tant qu'*entité actionnaire*, la stratégie d'actionnariat public de l'État français], la France porte une responsabilité dans les violations aux droits humains résultant du projet EDF.

Et pourtant, aucune démarche n'a été entreprise de la part des pouvoirs publics, comme nous l'explique Cannelle Lavite, juriste entreprises et droits humains au ECCHR (The European Center for Constitutional and Human Rights):

*" Bien qu'actionnaires majoritaires d'EDF, l'État français et l'APE n'ont pris aucune action appropriée afin de prévenir les violations des droits d'Union Hidalgo liées au projet Gunaá Sicarú. Selon son devoir de vigilance, EDF doit respecter les droits humains dans ses activités. En vertu du droit international, l'État français a, quant à lui, l'obligation de respecter et de protéger les droits humains."*

Mais en refusant d'engager son levier actionnarial pour contraindre EDF à se conformer à ses obligations envers la communauté autochtone et en continuant d'ignorer les recours des plaignants et de la société civile, la France se rend coupable d'apathie.

Ce silence apparaît d'autant plus problématique et contradictoire que la France a pris la présidence de l'Union européenne. Swann Bommier, chargé de plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire alerte sur cette situation paradoxale :

*" La question d'une directive européenne relative au devoir de vigilance des multinationales devrait figurer en haut de l'agenda. Et en même temps, la France continuera d'apporter son soutien à EDF, impliqué dans des violations aux droits humains des peuples autochtones au Mexique. Un tel double langage, un tel cynisme ne peuvent perdurer."*





# CONSTRUIRE ENSEMBLE LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

**Les politiques migratoires  
actuelles bafouent les droits des  
personnes migrantes et violent  
les traités internationaux.**

# 04

# CONSTRUIRE ENSEMBLE LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

**+ 45 000**

personnes décédées ou portées  
disparues sur les routes de l'exil,  
depuis 2014.

**3.6 %**

de la population mondiale vit  
dans un autre pays que celui dans  
lequel elle est née ou a résidé.

\* Sources : OIM-INED

## CIRCULER LIBREMENT

Fermeture et externalisation des frontières européennes, criminalisation des personnes engagées pour faire vivre l'accueil et la solidarité, violation des droits et des libertés des personnes migrantes...

Convaincus que les migrations sont une richesse et un fait structurant de l'histoire de l'humanité, nous agissons pour la mise en place de politiques respectueuses des droits des personnes migrantes et la liberté de circulation.

## POURQUOI NOUS ŒUVRONS ?

Les politiques migratoires actuelles bafouent les droits des personnes migrantes et violent les traités internationaux.

La multiplication des murs et des contrôles s'accélère à travers le monde, rendant les zones frontalières toujours plus mortifères.

En réponse aux peurs et préjugés qui parasitent le débat public, nous agissons pour que les migrations soient considérées comme une richesse pour nos sociétés et qu'elles contribuent à bâtir un avenir commun dans notre monde globalisé.

## COMMENT NOUS AGISSONS ?

Nous défendons une gouvernance alternative des migrations, afin que les politiques migratoires ne soient plus l'apanage des seuls États, mais qu'elles soient cogérées de façon humaine et responsable.

En Afrique, en Amérique latine et en Europe, nous nous mobilisons aux côtés de nos partenaires locaux pour soutenir des initiatives innovantes et porteuses d'espoir pour l'accueil, la protection et la liberté de circulation des personnes migrantes.

Nous encourageons les espaces de discussions, comme le Forum social mondial des migrations, et les alliances entre autorités locales et sociétés civiles pour des *villes accueillantes*.

## VILLES ACCUEILLANTES, FORGER UNE ALLIANCE ENTRE SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTORITÉS LOCALES

Pour abolir les politiques migratoires sécuritaires imposées et face à la violation des droits des personnes migrantes, les collectivités locales et les acteurs de la société civile tentent d'agir, mais leur action reste limitée. Ainsi, le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés (société civile, collectivités locales, élus...) ont choisi de lancer un front commun autour d'une alliance durable entre autorités locales et société civile. L'objectif est de défendre une nouvelle gouvernance des migrations fondée sur l'accueil digne et le respect des droits fondamentaux et qui s'inscrit dans une vision globale de citoyenneté des droits humains.

Cette alliance se traduit notamment par l'implication du CCFD-Terre Solidaire au sein de l'Organisation pour une citoyenneté universelle (OCU)<sup>3</sup>.

Le CCFD-Terre Solidaire contribue financièrement, mobilise et encourage ses partenaires à se rapprocher des autorités locales, rend visible l'existence et l'action de cette alliance, et mobilise son réseau de bénévoles avec la campagne *Villes Accueillantes*.

# PAROLES D'ENGAGEMENT

## CATHERINE TALEB

bénévole dans la délégation diocésaine de Seine-Saint-Denis (93),  
membre de la sous-commission Migrations internationales

« Cela fait plus de 15 ans que je suis engagée auprès du CCFD-Terre Solidaire, d'abord à Paris puis à Saint-Denis où le sujet des migrations me paraît très important, car 40% de la population de Seine-Saint-Denis est issue de l'immigration. Si l'on peut y voir la diversité du monde, j'ai compris que dans notre ville, nombreuses sont les personnes étrangères privées de tout droit.

C'est alors que j'ai intégré le Réseau thématique Migrations internationales et j'ai découvert que le CCFD Terre-Solidaire avait des partenaires en France, centrés sur l'accompagnement des personnes migrantes, depuis 40 ans ! J'ai notamment rencontré l'Anafé<sup>1</sup>, qui a témoigné lors d'un week-end de notre réseau thématique, ou la Fasti<sup>2</sup>. Je m'efforce de mieux connaître et faire connaître ces partenaires historiques engagés sur le sujet des migrations afin de travailler avec eux au niveau local et contribuer à faire rayonner la position du CCFD-Terre Solidaire sur le sujet.

J'ai donc plusieurs fois été à l'initiative de rencontres entre bénévoles et partenaires. Dernier exemple en date : le 20 mars 2021, avec d'autres bénévoles, nous avons organisé un webinaire en présence de nos partenaires Femmes de la Terre et la Fasti.

Je souhaite maintenant poursuivre cette dynamique et participer à la présentation d'autres partenaires.

## MARYSE FISCHER

bénévole dans la délégation diocésaine du Doubs (25),  
membre du Réseau thématique Migrations internationales

« La question des migrations est au cœur des préoccupations citoyennes à Besançon et alentours.

En 2019 et 2020, au sein de l'équipe régionale du CCFD-Terre Solidaire, nous avons organisé deux journées de formations sur la question de l'immigration, au moment de l'adoption des textes de positionnement puis en vue du lancement de la campagne « Devenir une Ville Accueillante, c'est possible » portée dans le cadre des élections municipales - les municipalités ayant une réelle capacité d'améliorer les conditions de vie des personnes migrantes sur le territoire de la commune (hébergement, santé, emploi...). En s'appuyant sur ce qui fonctionne déjà dans certaines villes, l'idée de cette campagne nationale était de proposer aux responsables, candidats et décideurs municipaux, sans jamais être dans la dénonciation, de travailler en bons termes et en concertation avec les différentes associations. La campagne a pu germer au niveau local à Besançon grâce à un terreau associatif et militant très actif et à des opportunités politiques. Comme les relations avec la préfecture et la mairie ont longtemps été assez conflictuelles, les élections municipales de 2020 étaient l'occasion de changer cette tendance en menant des actions de sensibilisation auprès de différents candidats.

Dans ce cadre, les bénévoles ont pu être formés et ont su agir, tant sur le plan de la sensibilisation des citoyennes et des citoyens que des politiques, en s'appropriant les différents dossiers portés par le CCFD-Terre Solidaire. Le fait que nous soyons, au niveau local, fortement engagés dans les états généraux des migrations a aussi facilité la démarche, pour rencontrer les candidats en collectif.

La nouvelle maire élue s'était montrée, dans son programme, assez sensible aux arguments portés par le CCFD-Terre Solidaire et les états généraux des migrations. Malgré tout, l'accueil inconditionnel des personnes migrantes ne progresse pas, et le budget consacré aux précarités reste trop faible : pour l'avenir, il faut continuer à se serrer les coudes dans la difficulté. Un long chemin a été entamé, il faut espérer que le combat sur les migrations internationales progressera, même à petits pas.



<sup>1</sup> L'Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers) veille au respect des droits des personnes étrangères aux frontières françaises en apportant une assistance juridique et en sensibilisant les citoyens et citoyennes à la réalité des lieux d'enfermement aux frontières.

<sup>2</sup> La Fasti (fédération des associations de solidarité avec toutes les immigrés) a pour objectif de développer et renforcer un réseau national d'associations « de terrain » sur le territoire français agissant quotidiennement en solidarité avec les personnes immigrées.

<sup>3</sup> L'OCU a été créée par Emmaüs International, le Mouvement Utopia et France Libertés. Le CCFD-Terre Solidaire et ses organisations partenaires Espacio Sin Fronteras et Alternative Espace Citoyens Niger ont rejoint l'organisation en 2015.

# LES MIGRATIONS INTERNATIONALES, UN ENJEU ABORDÉ DE FAÇON GLOBALE

Le CCFD-Terre Solidaire a fait le choix de structurer des équipes thématiques mobilisant de façon transversale ses trois missions sociales – mobilisation citoyenne, partenariats internationaux, plaidoyer. L'équipe migrations internationales, première à voir le jour, est aujourd'hui au complet et a démarré ses activités.

## NAISSANCE DE LA 1<sup>RE</sup> ÉQUIPE THÉMATIQUE TRANSVERSALE

Née en 2020, l'équipe transversale Migrations internationales est aujourd'hui composée de quatre personnes : Justine Festjens, sa coordinatrice, Solène Bedaux, chargée de mission partenariat, Sophie Duval, chargée de plaidoyer, et Marianne Ibos-Augé, chargée de mission mobilisation. Le travail de l'équipe repose sur une stratégie globale migrations adoptée par le Conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire en septembre 2020. Celle-ci s'articule autour de quatre objectifs :

- Promouvoir une gouvernance alternative des migrations.
- Protéger les plus vulnérables et leurs défenseurs.
- Accueillir dignement.
- Intégrer les personnes migrantes accueillies et renforcer leur parcours citoyen.

L'approche transversale permet au CCFD-Terre Solidaire d'opérer des ponts entre ses trois piliers d'actions. " Pour porter la voix du CCFD-Terre Solidaire sur le sujet des migrations, et notamment sur les conséquences des politiques migratoires européennes, on part de ce que les partenaires vivent au quotidien dénoncent, explique Solène Bedaux. De la même façon, nous

pouvons relayer auprès des bénévoles les outils et les événements créés par les partenaires."

## UNE PREMIÈRE ANNÉE D'ACTIONS CONCRÈTES

En 2021, l'équipe Migrations a travaillé sur son plan d'action, et mis en œuvre plusieurs projets mettant en pratique ce fonctionnement transversal. Au premier semestre 2021, elle a proposé trois webinaires destinés à mettre en lien les bénévoles et les partenaires du CCFD-Terre Solidaire. Le premier d'entre eux a permis à quatre associations de témoigner de leurs actions auprès des femmes migrantes. Le deuxième présentait l'action de la Maison du Migrant de Gao, aux portes du Sahel, à travers la diffusion du film *Le Dernier Refuge*. Le troisième s'intéressait au rapport *Exil sans fin* publié par Migreurop, qui documentait les conséquences de la stratégie d'externalisation des frontières mise en place par l'Union européenne dans les Balkans. Au deuxième semestre, le CCFD-Terre Solidaire, l'Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers) et Tous Migrants se sont retrouvés à Briançon (Hautes-Alpes), point de passage de nombreux exilés venus d'Italie, pour rencontrer celles et ceux qui agissent pour les accueillir dignement. Cette mission a donné lieu à un podcast et un reportage, réalisés par la direction de la Communication pour le site Internet du CCFD-Terre Solidaire. Enfin, l'équipe Migrations a réalisé un outil précieux pour son réseau. "Il s'agit d'un guide pratique à destination des bénévoles, pour comprendre la thématique des migrations,

connaître le positionnement et la stratégie globale du CCFD-Terre Solidaire ainsi que ses partenaires en France et à l'International, et découvrir les actions que l'on peut mener en tant que bénévole", précise Marianne Ibos-Augé.

## DES PERSPECTIVES QUI SE CONSTRUISENT

Ce travail en transversalité renforce aussi les actions de chaque mission sociale sur le thème des migrations. Ainsi, la mobilisation citoyenne a réalisé un recensement des bénévoles actifs ou intéressés par cette thématique, qui a débouché sur une cartographie utile à la fois au réseau et aux partenaires. Le partenariat a pour sa part renforcé sa stratégie « frontières ». Une visite de la maison Sésame, qui héberge des exilés au sud de Dunkerque, a donné lieu à un projet de mise en réseau des « maisons accueillantes » en France. Cela s'articule avec une action de plaidoyer pour documenter et dénoncer le durcissement des politiques migratoires européennes, au détriment des droits, de la sécurité et des conditions de vie des personnes, sur les routes de l'exil. La coordination de ces différentes initiatives est essentielle pour améliorer la situation des exilés. "Beaucoup d'actions d'urgence ont été mises en place, toujours accompagnées d'un travail de sensibilisation et de plaidoyer, car les personnes migrantes ont été très touchées par la crise, rapporte Solène Bedaux. Nous avons repris nos missions sur le terrain il y a peu. Il était essentiel de montrer à nos partenaires, qui ont été isolés et fragilisés, que nous étions toujours à leurs côtés."





**CONSTRUIRE ENSEMBLE  
LA PAIX ET  
LE VIVRE-ENSEMBLE**

**Les guerres, l'exclusion,  
l'individualisme... fragilisent  
nos sociétés et l'accès de toutes  
et tous à une vie digne.**

**05**

# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA PAIX ET LE VIVRE-ENSEMBLE

80

millions de personnes déplacées dans le monde à cause des conflits, en 2019

160

millions de personnes vivent dans des zones à risque ou touchées par les conflits

\* Sources : OCHA

## CULTURE DE PAIX

Les persécutions raciales, les systèmes de domination, dont le patriarcat, les guerres, l'exclusion, l'individualisme... fragilisent nos sociétés et l'accès de toutes et tous à une vie digne.

L'usage de la force ne doit pas être la norme pour résoudre les conflits. Nous soutenons les artisans et les artisans de la paix qui agissent à travers le monde pour construire une culture de la paix qui soit durable et inclusive.

## POURQUOI NOUS ŒUVRONS ?

Nous nous mobilisons pour promouvoir une culture de la paix, durable et inclusive et tisser les conditions du vivre-ensemble.

Celle-ci est plus que jamais d'actualité alors que les guerres, les violences intercommunautaires, les persécutions raciales ou religieuses et les atteintes aux droits humains se multiplient.

Toutes ces violences témoignent d'une perte de la capacité à dialoguer et mettent en lumière une culture de l'affrontement que nous devons dépasser.

## COMMENT NOUS AGISSONS ?

Notre champ d'action concerne en premier lieu la lutte contre les injustices et toutes les formes de domination pour construire une humanité qui accueille la diversité et le vivre-ensemble en paix.

En cas de guerres et de violences intercommunautaires, nous soutenons les initiatives qui s'appuient sur le dialogue, la réconciliation et l'éducation à la non-violence pour assurer la résolution des conflits dans le respect de tous et de chacun.

Nous agissons en faveur de la démocratie et de l'État de droit, conditions pour assurer un vivre-ensemble viable. Nous plaçons pour l'inclusion de la société civile, trop souvent ignorée, dans les espaces de décision et de gouvernance à tous les niveaux (local, national, international).

Enfin, nous travaillons à la promotion d'un lien plus respectueux et harmonieux des êtres humains à la nature.

# AU CAMEROUN, LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE PROMET LE DIALOGUE POUR LA PAIX

Depuis 2018, le CCFD-Terre Solidaire déploie dans l'extrême nord du Cameroun son programme Paix et Vivre-ensemble animé depuis une dizaine d'années au Tchad et en République centrafricaine. Notre action avec nos partenaires locaux a permis d'aborder cet enjeu sous différentes dimensions, en particulier celle, essentielle et féconde, du dialogue interreligieux.

## UNE RÉGION SECOUÉE PAR DE NOMBREUX CONFLITS

L'extrême nord du Cameroun est agité par des conflits souvent liés à l'accès aux ressources naturelles, mais qui s'étendent aussi à des questions politiques, sociales, ethniques et religieuses. Cette région frontalière du Nigeria est également en proie à une forte insécurité due aux attaques du groupe armé Boko Haram, qui opère dans les quatre pays bordant le lac Tchad. Ces différentes sources de tensions rendent la vie très difficile et provoquent de fréquents déplacements de populations. Pour apaiser la situation, le CCFD-Terre Solidaire appuie des partenaires porteurs de valeurs afin de pouvoir travailler les différentes problématiques, elles-mêmes interreliées: la gestion des ressources naturelles, la cohésion sociale, le dialogue interreligieux, les questions d'identité, la paix, mais aussi la citoyenneté et le suivi des politiques publiques locales. Avec nos deux partenaires l'Acadir (Association camerounaise pour le dialogue interreligieux) et le CDD (Comité diocésain de développement de Maroua Mokolo), nous avons engagé un travail visant à améliorer les conditions de vie des populations et le vivre-ensemble. Cette stratégie a été validée par la Commission territoriale du partenariat du CCFD-Terre Solidaire.

## LE DIALOGUE INTER- RELIGIEUX, UN ENJEU CENTRAL

À travers un appui à ses partenaires locaux, le CCFD-Terre Solidaire accompagne le développement de différents modes d'engagement citoyens : le suivi critique des politiques publiques locales, le débat citoyen sur des problématiques du quotidien, le dialogue inter-

communautaire entre les groupes sociaux, mais aussi le dialogue interreligieux. Ce dernier enjeu fait l'objet d'une attention spécifique, dans une région où les problèmes politiques, économiques et sociaux (mauvaise gouvernance, conflits entre éleveurs et agriculteurs, etc.) tendent à se déplacer sur le terrain religieux ou ethnique. À cette fin, l'Acadir forme les leaders religieux chrétiens et musulmans comme porteurs de paix. Le dialogue entre les religions permet de faire tomber de nombreux préjugés, de diminuer les discriminations et de créer une véritable mixité entre chrétiens et musulmans, propice à une plus grande solidarité entre les communautés, indépendamment des appartenances religieuses. Ce rapprochement doit beaucoup à l'engagement des femmes et des jeunes, et a contribué en retour à leur donner une place plus importante dans la société. Le travail mené par le CCFD-Terre Solidaire dans ce territoire, notamment dans le cadre du projet RESILAC (voir encadré), a eu localement des effets majeurs, mais doit être renforcé pour s'étendre géographiquement. Il reste également à faire évoluer certaines normes sociales encore défavorables aux femmes et aux jeunes filles, comme le mariage précoce ou les violences domestiques.

## RESILAC : UN PROJET D'AMPLEUR

Le projet RESILAC (Redressement économique et social inclusif du lac Tchad) est une initiative de l'Union européenne et de l'AFD, élaborée conjointement par l'ONG Action contre la faim (chef de file), en consortium avec CARE et le groupe URD. Ce montage a bénéficié d'une contribution du CCFD-Terre Solidaire, partenaire privilégié du projet au Tchad et au Cameroun, et des participations de plusieurs autres partenaires tels que Karkara au Niger, et Search for Common Ground au Nigeria.

Le projet RESILAC vise à apporter une réponse mêlant urgence, réhabilitation et relèvement dans la région du lac Tchad (frontalière du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad) – zone affectée par une crise économique et sociale, des chocs climatiques récurrents et une crise sécuritaire d'ordre régional. Le projet a reçu le soutien financier de l'Union européenne (via le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique) et de l'Agence française de développement.

Grâce à ce projet, le CDD et Acadir, partenaires du CCFD-Terre Solidaire dans l'Extrême-Nord Cameroun, ont bénéficié de moyens conséquents pour accompagner les populations sur le chemin de la cohésion sociale. C'est dans ce cadre que, par exemple, un voyage d'échanges a été organisé au Tchad en juillet 2021. Réunissant des représentants de l'Acadir ainsi que des leaders religieux chrétiens et musulmans, il a été riche d'enseignements en matière d'initiatives interreligieuses favorisant le vivre-ensemble et la paix.



# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA MOBILISATION CITOYENNE



Fort de son identité profondément participative, le CCFD-Terre Solidaire a pu fêter ses 60 ans au plus proche de ses publics.

# 06

# 60 ANS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE : LE RÉSEAU SE MOBILISE ET INNOVE



Le CCFD-Terre Solidaire fêtait ses 60 ans en 2021. L'occasion de nombreuses mobilisations sous le signe de l'inventivité, dans toute la France.

Entretien avec Thierry Murat, membre du Bureau en charge des relations avec le Réseau

## 60 ANS D'ACTION CÉLÉBRÉS EN RÉGION

Pour marquer ses 60 ans, le CCFD-Terre Solidaire avait imaginé des festivités décentralisées, pour lesquelles les délégations avaient toute liberté d'initiative sur la forme et le fond. Si ce mot d'ordre a été respecté dans l'esprit, la Covid-19 en a changé la lettre. De nombreux groupes de bénévoles avaient en effet bâti un programme de manifestations à partir du printemps 2021 mais, explique Thierry Murat, élu au Bureau national en charge des relations avec les bénévoles, « le confinement d'avril 2021 a tout remis en cause. Tous les lieux de regroupement ont fermé et, quand ils ont rouvert, ils étaient pris d'assaut et les jauges étaient réduites. » Cette situation contrainte s'est prolongée durant toute l'année 2021, si bien que, dans certaines villes, les animations des 60 ans ont été reportées à plusieurs reprises, voire décalées à 2022.

## PLACE À L'IMAGINATION

Loin de démobiliser les bénévoles, ces contraintes les ont plutôt motivés comme jamais. « Ils se sont adaptés au contexte et ont trouvé d'autres solutions », souligne Thierry Murat. *« Ça a créé une dynamique énorme. Des conférences ont basculé en visio, permettant de tripler, voire quintupler le nombre de spectateurs. Il y a parfois eu jusqu'à 150 personnes, et comme certaines sessions étaient enregistrées, elles pouvaient aussi être visionnées après coup. »* Mais cette situation inédite a surtout incité de nombreuses délégations à

concevoir de nouvelles formes d'actions, souvent à l'extérieur. À Toulouse, un concert pour une terre solidaire. À Saintes, un grand rendez-vous de la solidarité avec 4 villages thématiques. En Champagne, une opération de vente de Champagne estampillé CCFD-Terre Solidaire. Et, dans différentes villes, des expos, des apéritifs solidaires, des jeux, des courses « *Bouge ta planète* »... Certaines actions ont atteint une dimension nationale, comme la tombola organisée en Midi-Pyrénées. « *Des équipes habituées à des animations traditionnelles ont vu qu'elles pouvaient faire des choses plus variées* », résume Thierry Murat.

## SE RETROUVER ET SE RELANCER

Les animations mises en œuvre dans toutes les régions ont permis aux bénévoles de se retrouver, après plus d'un an de distanciel. « *Les 60 ans ont d'abord été des retrouvailles. Il était temps que l'on fasse des choses* », relève Thierry Murat. Cet anniversaire a aussi permis « *de rappeler que beaucoup reste à faire et que l'on a plus que jamais besoin de chacun. Au-delà de l'aspect festif, ces 60 ans ont été très militants*. » De leur côté, les bénévoles éprouvent une certaine fierté d'avoir innové et fait preuve d'une audace dont ils ne se seraient pas forcément crus capables. « *Ça a redonné un élan, et ce sont des choses durables. Aujourd'hui, ces nouvelles expériences se partagent en interne. Ces 60 ans ont donné un souffle de jeunesse et de créativité aux bénévoles* », conclut Thierry Murat.

**Ces 60 ans ont donné un souffle de jeunesse et de créativité aux bénévoles**

# UNE VARIÉTÉ D'INITIATIVES DANS TOUTE LA FRANCE, PRÈS DE 50 ÉVÉNEMENTS, ET ÇA CONTINUE EN 2022 !

Ateliers, célébrations, messes, collectes de rue, colloques, conférences, tables rondes, visioconférences, cuvées terre solidaire, concerts, défilés, émissions radio, interviews, expo-animations, fêtes, marches, randos, courses, partages de semis pour sensibiliser sur l'agroécologie, pique-niques zéro déchet, rallyes de l'agroécologie... Retour sur quatre mobilisations.

## UNE EXPOSITION ITINÉRANTE DANS LES LANDES

Les bénévoles de la région ont construit une exposition autour de 60 ans d'affiches du CCFD-Terre Solidaire. Présente sur les marchés et églises, derniers espaces ouverts pendant la période des confinements, c'était l'occasion d'interroger l'évolution de nos actions et notre vision du développement. Un concours de la meilleure affiche concluait l'initiative avec la participation de près de 150 personnes.



## DES RENCONTRES DANS TOUTE LA RÉGION DE LILLE : STANDS, EXPOS, JEUX, CINÉ DÉBAT...

À partir du mois de mai 2021, les bénévoles de Lille ont célébré les 60 ans du CCFD-Terre Solidaire dans toute la région. Grâce à eux, le public a pu découvrir les problématiques et notre action en Birmanie, dans les Caraïbes, Pays andins, l'agroécologie et l'action du CCFD-Terre Solidaire vers les migrants. Ici et là-bas se sont croisés également lors de l'événement Treille en fête : stands, jeux flamands et du monde, ont assuré la notoriété du CCFD-Terre Solidaire. Un ciné débat *La clameur des pauvres et de la terre ne font qu'un* a été un temps d'échanges avec des membres d'autres associations. Les bénévoles n'ont pas compté leur temps pour que ces événements soient une réussite. Le mot de la fin va à Antoine Janssen, responsable de la Pastorale des jeunes : « *Merci à vous d'avoir animé le parvis. C'était une grande joie de vous accueillir à l'occasion des 60 ans du CCFD-Terre Solidaire* ».

## UNE TOURNÉE DES FERMES AGROÉCOLOGIQUES EN BRETAGNE

L'équipe de bénévoles de la Côte d'Émeraude a imaginé un rallye pour découvrir des fermes paysannes et solidaires. Cette initiative autour de l'agroécologie fait écho à tous ces projets soutenus par l'association dans les pays du Sud. Avec le Réseau Bretagne solidaire et quelques groupements d'agriculteurs bio des Côtes-d'Armor, les bénévoles ont sélectionné les exploitations bio (maraîchage, élevage, production laitière) pour construire le parcours. Le rallye a fait l'objet d'une édition présentant ces exploitations agricoles.



## UN CONCERT QUI RESTERA DANS LES ANNALES

Le 21 mars 2021, grâce à la mobilisation d'une quarantaine de bénévoles sur la région, un concert a été proposé dans la région toulousaine à la salle du Phare. Les groupes musicaux Cadéro et Mes Souliers sont rouges ont animé la soirée dans une salle comble. C'était l'occasion d'un partenariat avec Ethiquable qui a offert des produits commerce équitable, et les bénéfices de l'opération ont été attribués à nos partenaires. Le public a été « bluffé par l'engagement bénévole, une équipe locale de Tournefeuille incroyable! ».

# MOBILISATION CITOYENNE : UN RENOUVELLEMENT PROFOND DES MODES D'ACTION



Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire ont mené, en 2021, plus de 750 actions de sensibilisation. Contraints par les mesures sanitaires liées à la pandémie, ils ont réussi à inventer de nouveaux modes de sensibilisation.

Entretien avec Jean Vettrino, directeur de la mobilisation citoyenne

En 2021, le CCFD-Terre Solidaire a mobilisé son réseau pour célébrer ses 60 ans, amplifier l'impact de sa campagne sur la COP26, mais aussi participer à des initiatives collectives comme le festival Alimentterre et le festival des Solidarités. Cependant les mesures sanitaires appliquées à partir du printemps (confinement, fermeture de salles et lieux publics, puis jauges de participants et distanciation physique) ont conduit à l'annulation d'un grand nombre d'événements.

Forcés de bouleverser leur programme, les bénévoles ont transformé les contraintes en atouts, redoublant d'imagination et de créativité pour recréer un lien avec le public. Ils se sont d'abord redéployés sur Internet où ils ont créé de nombreux contenus numériques, dont 80 webinaires et de nombreuses formations. En Midi-Pyrénées, les bénévoles ont lancé une tombola qui est devenue nationale : 73 délégations diocésaines ont ainsi participé à la vente de plus de 51 000 tickets, et ont collecté 102 496 euros pour soutenir des initiatives agroécologiques mises en œuvre par 29 partenaires dans le monde.

Avec le soutien de l'équipe salariée, les bénévoles ont également créé différents outils d'animation, dont la mallette Bouge ta planète, un parcours citoyen engagé à destination des adolescents sur les thématiques migrations, climat, alimentation, consommation et égalité femmes/hommes, ou encore un escape game en ligne sur l'Amazonie, élaboré par des jeunes des Hauts-de-France.

Au total, les actions mises en œuvre par les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire ont touché plus de 45 000 personnes en 2021. Parmi les 750 actions organisées, 90 l'ont été en amont de la COP26 et ont touché 4 000 personnes, et 300 se sont déroulées pendant la campagne de Carême, avec de nombreux témoignages de partenaires en visio, au profit de 12 000 personnes.

À ces animations s'ajoutent 570 mobilisations auxquelles les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire ont participé dans le cadre de collectifs associatifs.

**750**  
actions organisées

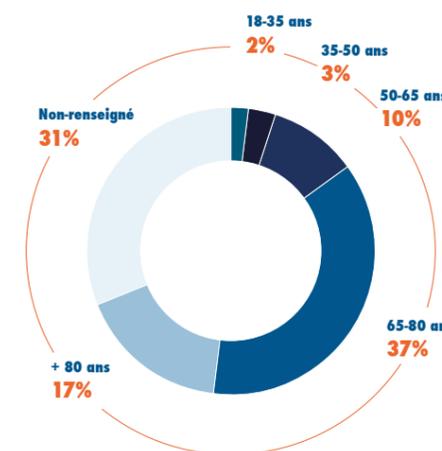
**45 000**  
personnes sensibilisées  
en 2021

# MIEUX CONNAÎTRE ET DÉVELOPPER LE RÉSEAU DE BÉNÉVOLES

Grâce à Challenge (la base de données associative), l'association peut enfin disposer de données chiffrées sur son réseau à multiples facettes. Ainsi, le CCFD-Terre Solidaire est fier de pouvoir compter sur l'engagement de 7 500 bénévoles, actifs sur l'ensemble du territoire.

## LES BÉNÉVOLES EN CHIFFRES

7 482 bénévoles dont 2 628 adhérents et 19 613 sympathisants.



### Répartition par âge des bénévoles

**18-35 (136) = 2 %**  
**35-50 (243) = 3 %**  
**50-65 (723) = 10 %**  
**65-80 (2 797) = 37 %**  
**+ 80 (1 274) = 17 %**  
**Non renseigné (2 303) = 31 %**

## CHALLENGE : DE NOUVELLES FONCTIONNALITÉS

Après un long travail mobilisant différents services du CCFD-Terre Solidaire, les informations des donateurs et adhérents sont finalement intégrées dans Challenge.

En 2021, pour favoriser une utilisation optimale de l'outil, tous les bénévoles référents Challenge ont été formés pendant le mois de juin.

L'appropriation de l'outil Challenge permet aux bénévoles de :

- Connaître le réseau
- Analyser son développement
- Accompagner les parcours bénévoles
- Mieux communiquer
- Gérer les adhésions

## UNE CAMPAGNE DE RECRUTEMENT

**4,3 MILLIONS D'AFFICHAGES**  
de la publicité sur l'écran de l'internaute

**22 300 CLICS**

vers le formulaire d'inscription du site

**1 243**

formulaires remplis

Du 6 septembre au 1<sup>er</sup> octobre dernier, le CCFD-Terre Solidaire a profité du rendez-vous incontournable de la rentrée pour appuyer le recrutement de nouveaux bénévoles au moyen d'une campagne numérique axée sur la justice climatique.

Quatre visuels ont été développés à cette occasion, déclinés sous différents formats pour répondre à chacun des leviers numériques actionnés. Vous avez peut-être ainsi rencontré ces portraits de jeunes militants vous incitant à rejoindre l'association sur Facebook, Instagram ou via des bannières sur Internet.

Qui sont ces potentiels nouveaux contacts ?

La moitié d'entre eux ont entre 45 et 65 ans. Si toutes les régions ont bénéficié de cette campagne, la majorité des potentielles recrues vient des grandes villes : Paris, Lyon, Marseille, Nice.





# CONSTRUIRE ENSEMBLE LA GÉNÉROSITÉ

**Malgré un contexte de crise,  
la générosité du public s'est  
maintenue.**

# 07

# UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ORIGINAL DANS LE PAYSAGE DES ONG



Le modèle économique du CCFD-Terre Solidaire, repose sur la générosité de donateurs fidèles, ce qui assure sa robustesse et son indépendance. Il reste toutefois à le renforcer afin de garantir la pérennité de l'association.

Entretien avec Patrick Saurat, trésorier national  
et Nathalie Klopfenstein, directrice administrative et financière

Grâce à la générosité des donateurs, le CCFD-Terre Solidaire avait terminé l'année 2020 avec un résultat financier positif de 1,8 million d'euros. Malgré tout, nos projections pour 2021 étaient prudentes, car le prolongement de la crise sanitaire constituait une source d'incertitudes. La collecte et l'épargne solidaire ont finalement été très favorables, et 2021 s'est achevée avec un résultat supérieur à celui de 2020.

Ce résultat conforte notre modèle économique, qui repose à 80 % sur la générosité du public et nous donne des moyens d'action importants. Ces dons ne sont pas fléchés sur un partenaire ou un projet en particulier, mais contribuent à financer l'ensemble des missions du CCFD-Terre Solidaire en fonction de ses besoins et de ceux de ses partenaires. Ce principe du « pot commun » autorise une certaine indépendance dans le choix des missions et des pays où nous intervenons, et nous permet de soutenir des partenaires qui, étant structurellement fragiles, n'auraient pas accès à des financements institutionnels.

En parallèle, le CCFD-Terre Solidaire cherche à diversifier ses ressources. Aujourd'hui, les financements institutionnels représentent 15 % de notre budget, ce qui est peu comparé au secteur des ONG dans son ensemble. Nous pouvons progresser sur ces financements sans que cela remette en cause notre indépendance et notre modèle économique. Nous nous attachons d'ores et déjà à développer les cofinancements avec des bailleurs institutionnels comme l'Agence française de développement et l'Union européenne. Les montants potentiellement importants de ces cofinancements nous permettent de démultiplier le soutien que nous apportons à nos partenaires.

Grâce à la générosité du public et au système du pot commun, nous avons la capacité de fournir les fonds propres exigés dans le cadre de ces cofinancements.

Il nous reste toutefois à développer la notoriété du CCFD-Terre Solidaire pour pouvoir trouver de nouveaux donateurs. Celle-ci a longtemps été liée à l'Église, dont le poids dans la société est moins important aujourd'hui qu'il y a 60 ans, quand notre association est née. Nous devons rebâtir notre notoriété auprès d'un public élargi. Le CCFD-Terre Solidaire portent des thématiques qui sont au cœur des préoccupations de nombreux citoyens, et il y a une vraie volonté de l'association d'arriver à les toucher.

# GÉNÉROSITÉS : EN 2021, LE CAP SE MAINTIENT



2021 a été une nouvelle année bénéfique au plan de la collecte. Cela nous renforce et nous permet d'aborder avec davantage de sérénité cet enjeu permanent, crucial pour notre organisation.

Entretien avec Damien Cousin,  
directeur du développement des générosités

## Que recouvrent les générosités ?

Ce terme englobe l'ensemble de l'argent collecté auprès des particuliers comme des entreprises, qu'il s'agisse des dons ou des libéralités, c'est-à-dire les legs, les assurances-vie et les donations. **80 % du modèle économique du CCFD-Terre Solidaire repose sur la générosité du public**, un chiffre relativement stable que nous nous efforçons de maintenir. Les enjeux en la matière sont très importants pour le financement des actions de l'association.

## Après une année 2020 généreuse sur le plan de la collecte, comment abordez-vous 2021 ?

Après un grand élan de générosité en 2020, nous avons préparé un scénario très prudent pour 2021. Cette année s'est finalement soldée par de très bons résultats de collecte, supérieurs même à ceux de 2020. En 2021, nous avons mis l'accent sur le lien étroit entre la lutte contre la faim et l'enjeu écologique, ce thème a contribué à la bonne mobilisation de nos donateurs fidèles, et au soutien de nouveaux donateurs sensibles à cette question.

## À quels enjeux de collecte est confronté le CCFD-Terre Solidaire ?

Nous nous attachons bien sûr à conserver la fidélité de ceux qui donnent au CCFD-Terre Solidaire depuis parfois longtemps, et dont le soutien nous est particulièrement précieux. **Mais nous sommes aussi confrontés à l'enjeu de recruter de nouveaux donateurs.** Pour cela, nous renforçons la digitalisation de la collecte, à laquelle l'année du Covid-19 avait déjà donné un coup d'accélérateur. Avec environ **12 % des dons**, cela reste encore minoritaire, mais l'évolution est bien là.

Nous misons également sur le prélèvement automatique, qui permet d'assurer des dons réguliers. Mais nous cherchons aussi à développer les libéralités. Un nombre croissant de personnes, pas forcément aisées, choisissent de nous faire un legs. C'est la reconnaissance de l'importance, à leurs yeux, de notre action. Cette forme de don, cruciale pour le CCFD-Terre Solidaire, peut encore se développer. Nous mettons en place un accompagnement personnalisé pour lui permettre de prendre de l'ampleur. Nous assurons notamment aux testateurs de respecter leurs volontés. Cela peut aller jusqu'à l'organisation de leurs obsèques quand ces personnes décèdent sans héritiers. Nos équipes mènent un travail peu connu, très technique, mais essentiel pour permettre au CCFD-Terre Solidaire de trouver les moyens de financer ses actions et ainsi poursuivre son combat dans les meilleures conditions.

## Comment voyez-vous 2022 ?

Les années électorales sont souvent plus incertaines en matière de dons, nos projections sont donc prudentes. Nous évoluons par ailleurs dans un contexte mondial marqué par des incertitudes très fortes. Nous avons appris à composer avec. La crise sanitaire, en particulier, nous a fait gagner en souplesse et en réactivité.

**80 % du modèle économique du CCFD-Terre Solidaire repose sur la générosité du public**

# UTILISATION DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est le fruit de l'action conjointe des organisations partenaires, des bénévoles, des sympathisants et des salariés, avec le soutien des donateurs.

À la générosité des donateurs (34 928 000 € en 2021), s'ajoute celle des bénévoles et des sympathisants, qui offrent leur temps et leurs compétences pour la construction d'une Terre plus solidaire.

Cet engagement bénévole se situe à tous les niveaux de l'association. S'il est prioritairement dirigé vers la mobilisation citoyenne et vers le soutien aux campagnes de plaidoyer dans toute la France, il assure également une partie de la collecte et du traitement des dons, ainsi que la participation à divers groupes de travail et de réflexion.

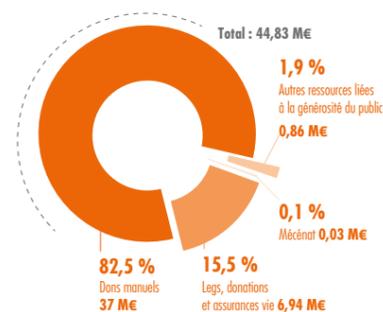
En 2021, on dénombre **7 482 bénévoles** ayant offert **50 295 jours**, soit l'équivalent de 237 «équivalent temps plein» pour assurer la mission du CCFD-Terre Solidaire dans les délégations diocésaines, au niveau des régions ou encore au siège.

Ce temps valorisé, charges sociales incluses à une ou deux le taux horaire du SMIC, selon le type de responsabilité, représente un montant de **9 901 000 €**.

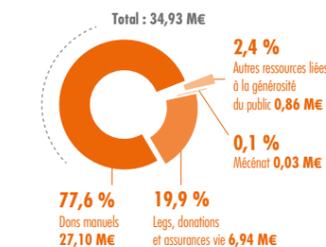
La Présidente perçoit une indemnité forfaitaire depuis septembre 2020. Le montant brut pour 2021 s'élève à 22 828 €. Une membre du bureau perçoit également une indemnité forfaitaire depuis septembre 2021, d'un montant brut de 3 758 € pour 2021. Ces indemnités s'expliquent par la baisse d'activité professionnelle rendue nécessaire par leurs responsabilités au CCFD-Terre Solidaire. L'ensemble des autres membres du Conseil d'administration est bénévole.

La générosité des donateurs, des bénévoles et des sympathisants représente donc un montant total de 44 829 000 € de ressources en 2021. Près de **80% de son utilisation sont consacrés à la mission sociale du CCFD-Terre Solidaire**.

## RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC AVEC VALORISATION DU BÉNÉVOLAT



## RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC SANS LE BÉNÉVOLAT

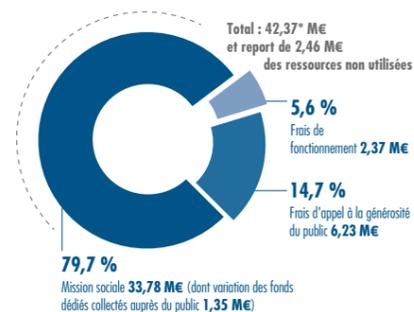


## DON EN CONFIANCE

Acteur du changement depuis 1961, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire est membre fondateur du « Don en confiance », organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Il donne son agrément aux organisations qui respectent des règles déontologiques garantissant le bon fonctionnement statutaire, la rigueur de gestion, la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds ainsi que la transparence financière concernant l'utilisation des fonds issus de la générosité du public.

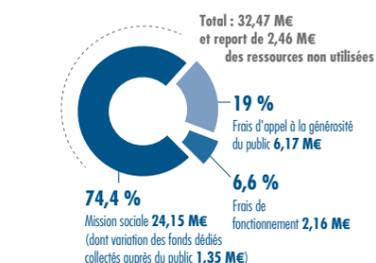
L'intégralité du rapport financier est accessible sur [ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org). Il a été examiné et validé par nos commissaires aux comptes, le cabinet Deloitte.

## EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC INTÉGRANT LA CONTRIBUTION BÉNÉVOLE



\* chiffres arrondis à l'unité.

## EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC SANS LA CONTRIBUTION BÉNÉVOLE



# RESSOURCES HUMAINES : DES ÉVOLUTIONS ACCÉLÉRÉES PAR LA CRISE SANITAIRE



Après l'adoption dans l'urgence, en 2020, de nouveaux modes de fonctionnement, l'année 2021 a été marquée par l'accélération de certaines évolutions en matière d'organisation du travail et de gestion des ressources humaines.

Entretien avec Élodie Saiselet, directrice des ressources humaines.

## L'année 2021 a-t-elle signé un retour à la normale, après une année 2020 chahutée ?

2021 a été une année de transition au CCFD-Terre Solidaire.

D'un côté, nous avons acté le télétravail comme faisant partie de notre quotidien et contribuant à améliorer la qualité de vie au travail.

De l'autre, nous avons subi de nouvelles périodes de télétravail imposé, marquées par la suppression des temps de convivialité. Nous observons aujourd'hui un besoin partagé de retrouver le contact humain dans les échanges professionnels quotidiens, et souhaitons que 2022 permette le retour de ces moments de partage. Nous prévoyons notamment l'organisation d'un temps collectif pour célébrer comme elles le méritent les personnes parties à la retraite en 2020/2021. Nous espérons par ailleurs stabiliser notre nouveau mode d'organisation. Avant même la crise sanitaire, le CCFD-Terre Solidaire avait formalisé la possibilité de télétravailler dans le cadre d'un accord sur la qualité de vie au travail. Nous avons apporté un avenant à cet accord fin 2020, puis avons laissé à chaque manager la liberté de définir le mode d'organisation le plus adapté à ses équipes.

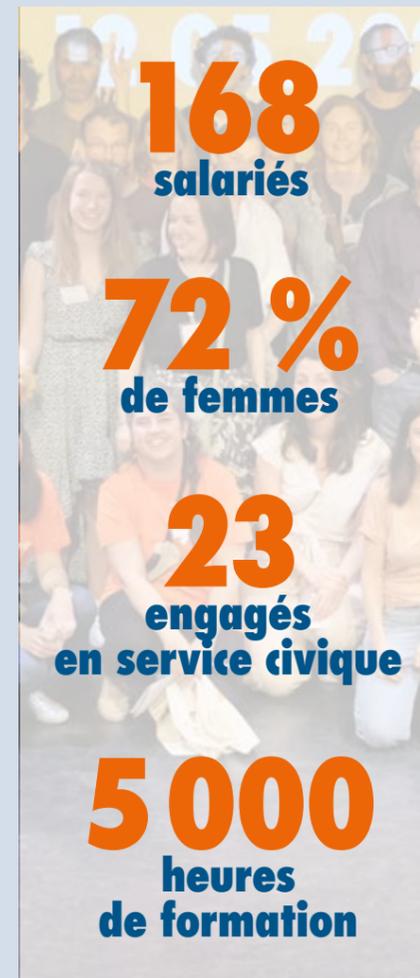
## La crise sanitaire a-t-elle eu un impact sur la mobilité des salariés ?

Cette crise a suscité des envies de changement et créé des opportunités dans ce sens. Elle a d'une part été un incubateur de projets personnels et de reconversions professionnelles, et d'autre part généré, grâce au télétravail, des déménagements de salariés franciliens vers

d'autres régions. Le CCFD-Terre Solidaire a donc poursuivi, en 2021, sa politique de conseil et d'accompagnement de gestion de carrière des salariés. Enfin, il faut noter que la crise sanitaire n'a pas ralenti le marché de l'emploi dans le secteur associatif : le recrutement y est resté dynamique en 2021, et nous n'y dérogeons pas.

## Quelles autres évolutions notables sont à signaler en 2021 ?

Le CCFD-Terre Solidaire a affirmé un changement de culture interne autour de la transversalité. Celle-ci se pratiquait déjà, mais nous l'avons formalisée à travers une organisation plus matricielle et une méthodologie d'analyse et d'échange de pratiques, en particulier auprès de nos managers. Nous avons également mis en place des formations à la transversalité, pour faciliter les projets interdirectionnels et le travail partagé sur des projets communs, en lien avec le nouveau rapport d'orientation de l'association. C'est un travail au long cours. Enfin, nous sommes restés vigilants sur l'égalité femmes-hommes. Notre rapport de situation comparée, qui permet de mettre en évidence, par exemple, d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes en matière de salaire ou d'heures de formation, fait apparaître des pratiques égalitaires. **Nous avons d'ailleurs amélioré notre index de l'égalité professionnelle, encadré légalement.** Celui-ci peut être consulté sur notre site Internet.





**Directrice de la publication :** Sylvie Bukhari-de Pontual  
**Coordination :** direction de la communication et de l'information  
**Rédaction :** Relations d'utilité publique (Raphaël Mège et Vincent David), direction de la communication et de l'information, direction de la mobilisation citoyenne  
**Correction :** Élisabeth Maucollot  
**Conception graphique :** Michaël Bouffard  
**Crédits :** Jean-Claude Gérez/CCFD-Terre Solidaire (couverture, 12, 31), Ophélie Chauvin/CCFD-Terre Solidaire (p. 3, 8, 13, 14, 25, 26, 36, 50, 52, 58), William Dupuy/CCFD-Terre Solidaire (p. 4, quatrième de couverture), Roberta Valerio/CCFD-Terre Solidaire (p. 7, 18, 32, 38, 44), Patrick Chesnet/CCFD-Terre Solidaire (p. 12, 13, 16), Jérémie Lusseau/CCFD-Terre Solidaire (p. 13), Alain Pinoges/CCFD-Terre Solidaire (p. 13 et 43), Sacha Lenormand/CCFD-Terre Solidaire (p. 21, 59), Isabelle Cadet/CCFD-Terre Solidaire (p. 23 et 41), Odile Delhaye/CCFD-Terre Solidaire (p. 35), François Thiercelin/CCFD-Terre Solidaire (p. 48 et 51), Pierre Morel/CCFD-Terre Solidaire (p. 54 et 55), Decidamos/CCFD-Terre Solidaire (p. 56).



**Impression :** Sipap-Oudin  
 Papier certifié PEFC  
**Référence :** 923 01 22  
**Dépôt légal :** Juin 2022

## CHEMIN DE CROIX

Un Monde Nouveau, c'est un dialogue entre les textes d'Évangile d'un chemin de croix classique et des extraits de l'encyclique du pape François, *Laudato si* sur la crise climatique que nous traversons. Pour donner envie de s'engager concrètement dans la préservation de la planète. Quelle que soit notre spiritualité.

**14 stations,  
 14 visuels,  
 14 méditations par :**

Yann Arthus-Bertrand  
 Grégoire Catta  
 Bruno-Marie Duffé  
 Ferrante Ferranti  
 Dina Gardashkin  
 Gaël Giraud  
 Lucero Guillén  
 Bernard Holzer  
 Elena Lasida  
 Véronique Margron  
 Dominique Quinio  
 Matthieu Ricard  
 Marcela Villalobos Cid  
 Jean Ziegler

**Retrouvez cette édition  
 auprès de nos 98 délégations à travers la France.**



*Construire ensemble* est la solution pour répondre au besoin de Madame Feza, présidente de l'Union Uwaki Kibumba. Photographie de William Dupuy réalisée en juin 2021 sur ce qu'il reste du quartier Buhéné après l'éruption du volcan dans la périphérie de Goma en République démocratique du Congo.



**TERRE SOLIDAIRE**  
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim  
et pour le Développement -  
Terre Solidaire  
4, rue Jean Lantier 75001 Paris  
Tél: 01 44 82 80 00

**Suivez notre  
actualité**



[ccfd-teresolidaire.org](http://ccfd-teresolidaire.org)